

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Au point de vue économique et social

Particulièrement en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le jeudi 20 juin 1901, à 10 heures

PAR

Maurice PÉCARD

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants : { MM. SOUCHON, } *Professeurs.*
 { BOURGUIN, }

PARIS

V GIARD & E. BRIÈRE

Libraires-Éditeurs

16, RUE SOUFFLOT, 16

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Au point de vue économique et social

Particulièrement en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le jeudi 20 juin 1901, à 10 heures

PAR



Maurice PÉCARD

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants : { MM. SOUCHON, } *Professeurs.*
 BOURGUIN, }

PARIS

V GIARD & E. BRIÈRE

Libraires-Éditeurs

16, RUE SOUFFLOT, 16

1901

LES

EXPOSITIONS UNIVERSELLES INTERNATIONALES

au point de vue économique et social

PARTICULIÈREMENT EN FRANCE

INTRODUCTION

Si nous avons été amenés à étudier ce sujet, c'est que notre attention avait été attirée par les protestations très vives qu'a soulevées l'Exposition universelle de 1900.

Jusque-là en effet on avait bien blâmé l'organisation des expositions universelles, on avait même attaqué leur forme et proposé d'y apporter certaines modifications ; mais jamais on ne s'était attaqué à leur principe même.

Or, les chambres de commerce et les conseils généraux de province, qui protestèrent contre l'Exposition de 1900, visaient bien ce principe même, et demandaient la suppression de ces institutions.

Ce qui donnait à ces protestations une certaine force, c'est qu'elles coïncidaient avec les attaques d'économistes de grand talent, tels que MM. Claudio-Janet (1), et Leroy-Beaulieu (2), qui se déclaraient nettement hostiles aux expositions.

Dès lors, il était intéressant de rechercher quels étaient les motifs qui avaient poussé les chambres de commerce à émettre des votes défavorables aux expositions ; il était plus intéressant encore de savoir si ces griefs qu'elles invoquaient étaient réels.

Pour cela il fallait étudier l'influence que ces institutions ont exercée sur la vie économique de notre pays depuis leur fondation.

Malheureusement les rapports rédigés sous la direction des commissaires généraux et publiés après chaque exposition ne constituent guère que des documents administratifs et les appréciations économiques qu'ils contiennent ne visent généralement qu'une seule exposition.

C'est donc à nous qu'il appartiendra de relever ces appréciations disséminées dans les différents rapports, de les vérifier au moyen des statistiques et de nous

(1) *Correspondant* du 25 mai 1889.

(2) *Economiste français* du 11 janvier 1896.

faire ainsi une opinion qui nous permette de prendre parti pour ou contre les expositions universelles.

« La statistique en effet, dit M. Neymark, est un miroir fidèle de l'état d'une nation, de la situation de telle ou telle branche de l'activité humaine ; elle ne flatte pas, elle reproduit et elle montre ce qui est, elle est tout à la fois un procès-verbal et un avertissement ; si par elle on se rend compte des progrès accomplis, des décadences ou des défaillances survenues, par elle aussi on voit que tout n'est pas fait quand il reste encore quelque chose à faire, une réforme à accomplir, un progrès à réaliser (1). »

Nous diviserons cette étude en trois parties : dans la première nous verrons quelle origine on a attribuée aux expositions universelles, quel esprit a présidé à leur création et quel but on leur avait assigné. Puis, après avoir montré ainsi ce qu'elles ont été, nous les suivrons dans leur évolution et nous verrons ce qu'elles sont devenues.

Dans une deuxième partie nous étudierons l'influence des expositions universelles au point de vue économique et social. Au point de vue économique, nous les considé-

(1) NEYMARK. — « Les documents statistiques portent-ils la trace des faits économiques ? » Communication faite à la Société de statistique de Paris.

rerons dans leurs rapports avec le régime douanier, le commerce, l'industrie, les transports et autres branches de la vie économique. Au point de vue social, nos investigations porteront particulièrement sur le rôle que jouent dans la vie nationale ces grandes foires dont la province réclame avec tant d'insistance la disparition.

Si elles favorisent, en effet, l'éducation et l'instruction de la masse de la population, elles ont, au contraire, une influence néfaste au point de vue de l'augmentation de la criminalité et de la dépopulation des campagnes.

Dans une troisième partie, enfin, nous verrons quelles modifications ont voulu apporter à leur fonctionnement et à leur forme même, certains économistes ; en un mot ce que Proudhon et Le Play auraient voulu qu'elles fussent.

Il faut, en effet, pour conclure en connaissance de cause, que nous sachions si les avantages compensent les inconvénients et si la France a intérêt à se lancer encore dans de semblables entreprises.

Il ne faut pas oublier que l'activité fébrile dont bénéficient notre commerce et notre industrie à l'approche de ces grandes revues industrielles est souvent durement compensée par le marasme commercial qui les suit.

S'il est naturel que la France, « qui est toujours à la tête des nations civilisées par son goût, son urbanité et

son désintéressement (1) », ait à cœur de montrer qu'elle conserve toujours son rang, encore faut-il que cette urbanité et ce désintéressement ne tournent pas à son désavantage.

(1) DE DONCOURT. — *Les Expositions universelles*.

PREMIÈRE PARTIE

Origines et développement des expositions universelles internationales.

CHAPITRE PREMIER

LES FOIRES ONT-ELLES ÉTÉ LE POINT DE DÉPART DES
EXPOSITIONS ? — LES EXPOSITIONS DE L'INDUSTRIE
TRANSFORMÉES EN EXPOSITIONS UNIVERSELLES INTER-
NATIONALES.

On a souvent considéré, comme le berceau des expositions, les foires qui se tenaient au moyen âge, et dont les plus célèbres étaient la foire de Saint-Germain, dont on disait au xv^e siècle « qu'elle était le raccourci des délices et merveilles du monde » ; celles de Saint-Laurent, au

xviii^e siècle, d'Arles et de Beaucaire, où tous les peuples du bassin de la Méditerranée se donnaient rendez-vous.

Il nous semble, cependant, que foires et expositions correspondent à des *situations* économiques bien différentes. Les premières avaient pour raison d'être, la pénurie des moyens de communication, et les marchands venaient à Arles et à Beaucaire, comme aujourd'hui encore, en Russie, ils se rendent à Nijni-Nowgorod, pour mettre leurs marchandises à la portée des chalands qui n'auraient pu aller à elles.

Le succès des expositions au contraire est basé sur la facilité et le développement de ces mêmes moyens de communication.

Les visiteurs y affluent, en effet, de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le progrès de l'industrie des transports abrège les distances.

Le but des foires et celui des expositions sans être absolument opposés, sont eux-mêmes cependant bien différents.

Dans les foires on ne s'occupait que de commerce ; toute marchandise vendue était immédiatement livrée ; dans les expositions, sans perdre de vue l'intérêt commercial, on se préoccupe surtout de faire servir les objets exposés à l'éducation et à l'instruction des visi-

teurs. A cet effet, le règlement général qui gouverne ces solennités, contient toujours une clause interdisant que ces objets ne soient enlevés avant la clôture de l'exposition.

Nous ne chercherons donc pas à rattacher aux foires l'origine des expositions universelles (1). La fixité qu'avaient fini par acquérir ces marchés du moyen âge, n'avait nullement changé leur caractère d'établissements de commerce ; cette fixité n'aurait pu, en effet, que les différencier un peu plus des institutions dont nous nous occupons, et qui ont toujours été temporaires.

Nous ne considérerons donc les expositions universelles que comme la dernière expression de l'institution inaugurée en l'an VI par François de Neufchâteau sous le nom d'Expositions de l'industrie.

Les expositions tout d'abord purement nationales et industrielles, virent successivement leur cadre s'agrandir ; primitivement par l'adjonction des expositions agricoles (1849) et des Beaux-Arts, puis par l'admission des peuples étrangers.

Les expositions universelles internationales étaient alors

(1) Il est à remarquer également que les expositions de l'industrie qui dans ce cas serviraient de trait d'union, n'admettaient que des produits nationaux, les foires admettaient au contraire les produits étrangers.

créées. Si la forme des expositions de l'industrie avait changé, l'esprit qui avait présidé à leur inauguration s'était lui-même considérablement modifié.

En effet, l'exposition de l'an VI, imaginée après le traité de Campo-Formio comme un appendice aux fêtes célébrées en l'honneur du succès de nos armes en Italie, avait deux buts différents : 1^o encourager l'industrie en invitant les fabricants à exposer leurs produits les plus remarquables ; 2^o constituer une véritable campagne contre l'Angleterre, notre ennemie d'alors, invulnérable, dans son île, et qui ne pouvait guère être attaquée que dans sa puissance productive.

Tout respirait alors la lutte et la guerre et les grands concours industriels destinés aujourd'hui à consacrer les liens de solidarité qui rattachent les peuples les uns aux autres, sont nés sous d'autres auspices.

Les paroles prononcées par François de Neufchâteau ne peuvent d'ailleurs laisser aucun doute sur la prédominance des sentiments belliqueux. Le gouvernement au surplus donnait une portée plus grande encore à ces discours provocateurs en annonçant : « Qu'aux expositions futures, il serait décerné vingt médailles d'or et d'argent à celui qui aurait porté le coup le plus funeste à l'industrie anglaise ».

Il y avait là, dit un auteur : « comme un avant-coureur du décret de Berlin ».

Mais bientôt une conception nouvelle se fit jour, qui au lieu de voir dans les expositions une attaque contre le commerce des nations ennemies, les considérait comme le moyen de constater les progrès réalisés, et de provoquer des enquêtes sur les questions les plus graves qui se rattachent au développement de la production et au sort du producteur.

Leur popularité ne fit que s'en accroître, et depuis l'origine jusqu'en 1849, date de la dernière solennité à laquelle la France ait été conviée isolément, le nombre des exposants augmenta dans de grandes proportions.

1798 : 110 exposants.

1801 : 220 —

1802 : 540 —

1806 : 1422 —

1819 : 1662 —

1823 : 1648 —

1827 : 1795 —

1834 : 2447 —

1839 : 3881 —

1844 : 3963 —

1849 : 4532 —

A partir de cette époque, en effet, le fait de l'exposition périodique des produits de l'industrie étant devenu universel (1), nous devions être amenés à créer des expositions universelles.

Leur réalisation avait toutefois subi bien des retards, et il avait fallu une longue série d'années de paix et une modification profonde dans les rapports des nations européennes pour donner à cette idée une impulsion irrésistible et lui assurer le succès.

Car dès 1833, M. Boucher de Perthes, président de la Société d'émulation d'Abbeville, prononçait les paroles suivantes, qui ont été bien souvent citées, mais que nous n'hésitons pas à rappeler une fois de plus : « Pourquoi donc ces expositions sont-elles restreintes ? Pourquoi ne sont-elles pas faites sur une échelle large et libérale ? Pourquoi craignons-nous d'ouvrir nos salles d'expositions aux manufacturiers que nous appelons étrangers, aux Belges, aux Anglais, aux Suisses, aux Allemands ?

(1) Mayence, en 1842, et Berlin, en 1844, eurent bien des expositions auxquelles participèrent tous les Etats allemands ; mais ces expositions, quoique n'étant pas restreintes au pays où était leur siège, n'avaient point à proprement parler un caractère international, car elles n'étaient accessibles qu'à des nations unies entre elles par la communauté de leur langue, de leur origine et sur beaucoup de points aussi de leurs intérêts.

C'étaient, pour ainsi dire, des rendez-vous pris par les membres d'une même famille dont l'étroite parenté devait s'affirmer plus tard par la ligne du Zollverein, puis par le nouvel Empire d'Allemagne.

« Qu'elle serait belle, qu'elle serait riche, une exposition européenne ! Quelle mine d'instruction elle offrirait pour tous !

« Et croyez-vous que le pays où elle aurait lieu y perdrait quelque chose ; croyez-vous que si la place de la Concorde ouverte au 1^{er} mai 1834, aux produits de l'industrie française, l'était à ceux du monde entier ; croyez-vous, dis-je, que la France en souffrit et que l'on y fabriquât ensuite moins ou moins bon ? Non, messieurs, la France n'en souffrirait pas plus que la capitale, les expositions sont toujours utiles car partout elles offrent instruction et profit. »

Ce noble langage témoignait d'une révolution parmi les esprits éclairés ; toutefois les préjugés étaient encore trop enracinés et certaines branches de notre industrie n'étaient pas encore assez sûres d'elles-mêmes pour que la semence déposée par Boucher de Perthes pût germer immédiatement.

Cet échec se renouvelait en 1844. Le vœu du jury de l'exposition qui se tint cette année-là, de voir étendre le cercle national au moyen d'une exposition universelle, fut encore repoussé.

Enfin, en 1849, l'année même que nous citions tout à l'heure pour avoir été la dernière où se soit tenue une exposition purement nationale, le projet faillit réussir.

Le ministre du Commerce et des Travaux Publics, était alors M. Buffet ; dans sa circulaire du 31 janvier 1849, adressée aux chambres de commerce, pour solliciter leur consentement à l'admission des produits étrangers à l'Exposition qui devait s'ouvrir quelques mois plus tard, il faisait remarquer, pour appuyer sa thèse, que quelques villes s'efforçaient d'attirer chez elles les produits des industries étrangères ; que même dans les expositions locales qui s'étaient tenues chez elles, Lyon et Mulhouse n'avaient pas hésité à placer les produits suisses et allemands à côté des leurs.

« Et en effet, disait-il, quel but doit-on se proposer dans une exposition ? S'agit-il d'avoir une sorte de bazar où l'on étale avec complaisance les échantillons plus ou moins parfaits des diverses branches de fabrication, s'agit-il de distraire les yeux par le spectacle de certains produits soigneusement préparés pour figurer dans une série de petits magasins, qui se disputent l'attention empressée de la foule ? Non, pour que l'exposition porte tous ses fruits, il faut avant tout qu'elle devienne l'occasion d'une vaste enquête industrielle, s'appliquant à toutes les questions de travail, de salaire, de douanes, de production et de consommation, devenues les questions capitales de l'époque. »

Mais pour qu'une enquête de cette nature fût sérieuse

et complète, il fallait mettre en regard des produits indigènes les produits similaires de l'étranger ; il fallait aussi connaître les prix de fabrication et les prix de revient des objets exposés ; enfin, réunir tous les éléments de nature à édifier sur le mode suivi dans la création des richesses manufacturières.

Ce raisonnement, d'une logique cependant incontestable, n'eut néanmoins qu'une action insuffisante sur l'esprit des chambres de commerce, qui, encore imbuës des idées protectionnistes, se déclarèrent opposées aux intentions du gouvernement.

Cet insuccès de la proposition gouvernementale portait à trois le nombre des échecs subis par l'idée émise par Boucher de Perthes en 1833 ; il devait nous faire perdre le bénéfice de notre initiative,

La conception essentiellement française dont notre ministre avait été le défenseur malheureux, ne tarda pas à être reprise par l'Angleterre et à y réussir avec éclat, grâce au sens pratique et à l'esprit de décision de nos voisins.

Ce fut Londres (1) qui eut l'honneur de voir réussir en 1851, la première exposition internationale et de

(1) Une exposition internationale s'était tenue en 1849 à Birmingham ; mais ce ne fut à proprement parler qu'un essai qui ne réussit guère malgré la situation privilégiée de cette puissante cité, centre

marquer ainsi une date mémorable dans l'histoire de la civilisation.

Le succès de cette première exposition internationale fut considérable et Michel Chevalier, dans « ses Lettres sur l'Exposition de Londres considérée au point de vue philosophique, technique, etc., » disait : « excepté pour notre amour-propre national (nous avons laissé échapper l'occasion de manifester une fois de plus notre initiative) il n'y a pas à déplorer que l'Exposition universelle se soit faite à Londres pour cette fois qui ne sera pas la dernière. Tout d'abord, par la mer, Londres est plus accessible que ne l'est Paris aux produits étrangers; en second lieu, nos règlements trop minutieux de douanes eussent donné des embarras; enfin, et surtout deux circonstances qui donnent du relief à l'Exposition de Londres, ne se fussent pas réalisées chez nous, je veux parler du procédé par lequel l'Exposition a été instituée, sans que le Gouvernement s'en mêlât et du bâtiment même où elle se tint et qui est un des plus beaux ornements de la fête, le plus surprenant, selon plus d'un bon juge. »

L'Exposition de Londres s'est en effet préparée, organisée et développée en dehors de la tutelle administrative.

d'un grand nombre d'établissements métallurgiques et d'exploitations minières et desservie par un labyrinthe de canaux et sept lignes de voies ferrées.

Elle fut entièrement l'œuvre de la « Société des Amis des Sciences et des Arts » qui, en garantissant l'emprunt fait au public, permit la réalisation de cette entreprise, dont le prince Albert était le promoteur.

Nous comprenons alors pourquoi Michel Chevalier ajoute : « Il eût donc manqué dans l'Exposition universelle, si elle avait eu lieu hors d'Angleterre, le grand enseignement politique et social qui ressort de la manière dont elle s'est organisée. »

Quoi qu'il en soit, ces débuts heureux promettaient aux expositions internationales une nombreuse lignée. Depuis cette époque, en effet, elles se sont succédées à de courts intervalles et dans toutes les parties du monde.

Pour ne citer que celles qui ont eu le plus de retentissement, notons les deux Expositions de Londres, de 1851 et de 1862 ; les trois expositions américaines de New-York (1853), Philadelphie (1876) et Chicago (1893) ; enfin, les cinq Expositions qui se sont tenues à Paris, périodiquement, tous les onze ans, depuis 1855 (1).

C'est sur ces dernières que porteront plus particulièrement nos recherches.

(1) Les autres expositions internationales universelles ont été en 1875 : Sydney, Valparaiso, Santiago ; en 1876, Bruxelles ; en 1879, Sydney, Arnhem ; en 1880, Melbourne ; en 1882, Buenos-Ayres ; en 1883, Nice, Amsterdam et Calcutta ; en 1884, Santiago, Nouvelle-Orléans ; en 1885, Budapesth.

CHAPITRE DEUXIÈME

DÉVELOPPEMENT CONSIDÉRABLE PRIS PAR LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES INTERNATIONALES

- A. *Nécessité d'un emplacement toujours plus vaste.* —
B. *Augmentation croissante des dépenses.* — C. *Les inconvénients qui en résultent.*

La multiplicité des expositions universelles internationales n'est pas cependant le seul fait caractéristique de leur existence.

Ce qui, en effet, attire particulièrement l'attention, c'est le développement considérable qu'elles ont pris depuis un demi-siècle, nécessitant des espaces toujours plus vastes et entraînant des dépenses toujours plus grandes.

L'Exposition de 1851 à Londres s'était contentée pour réussir de 75,000 mètres carrés (1); l'exposition de Paris en 1855 nécessita l'occupation de 117.000 mètres carrés qui paraissent actuellement bien modestes, à côté des 950.000 mètres carrés de l'Exposition de 1889, des 1.080.000 mètres carrés de l'Exposition de 1900 et surtout en regard des 2.530.060 mètres carrés qu'a couverts l'Exposition de Chicago en 1893.

Le prince Napoléon avait prévu d'ailleurs cette extension nécessaire des futures expositions et dans le « rapport général de l'Exposition de 1855 » il s'exprimait en ces termes : « Et d'abord la grande difficulté des expositions universelles, difficulté qui s'est fait sentir si cruellement chez nous, ce sont les difficultés d'espace et de construction. Tant que les expositions universelles embrasseront dans leur ensemble tous les produits, on se trouvera en présence d'obstacles presque insurmontables. L'industrie marche a pas de géant. »

En 1867, la même nécessité pressante de mettre à la disposition des exposants des espaces de plus en plus considérables frappe encore l'attention des organisateurs.

« L'accroissement du nombre des exposants, dit le

(1) Elle donna en effet un bénéfice de 4 millions.

Rapport général sur cette exposition, semble d'ailleurs avoir toujours été entravé par l'insuffisance de l'emplacement, il a fallu prononcer des exclusions de plus en plus nombreuses et imposer aux producteurs admis des restrictions d'espace souvent regrettables. L'expérience du passé conduit donc à prévoir pour une future exposition universelle notablement plus de 50.000 exposants (1) et un emplacement supérieur à 700.000 mètres carrés. La nécessité d'un si vaste emplacement fait naître pour la future exposition une première difficulté. »

« Déjà aux trois expositions précédentes on a eu quelques peines à se procurer un espace suffisant dans l'intérieur des deux capitales.

« En 1867, lorsque pour satisfaire à des réclamations multipliées on a dû ajouter une annexe de 220.000 mètres carrés, c'est dans la banlieue de Paris qu'il a fallu chercher. Ce n'est donc pas dans l'intérieur de Londres ou de Paris qu'on trouvera disponible une surface de plus de 700.000 mètres carrés. D'un autre côté on ne saurait songer à acquérir les terrains nécessaires, aux conditions onéreuses qu'on aurait à subir inévitablement en pareil cas. »

(1) L'exposition de 1855 avait attiré 23.954 exposants, celle de 1867 en compta 50.226, et il y en eut en effet 60.000 à l'exposition de 1878.

Le nombre des peuples qu'intéresse les progrès de l'industrie s'est considérablement accru depuis cette époque; et la part qu'ils viennent prendre aux expositions universelles augmente à chacune de ces manifestations. Voilà pourquoi en 1900, on a été obligé de recourir à ce système des annexes, cependant peu pratique pour une ville comme Paris où le régime de l'octroi a couvert la banlieue d'une multitude d'habitations et reculé ainsi la zone où il est possible de les établir. Nous avons pu voir en effet, combien l'éloignement avait nui l'année dernière au succès de l'annexe de Vincennes créée dans le but de faire bon accueil à toutes les demandes d'exposants. A cet inconvénient provenant de l'éloignement était venu d'ailleurs s'en greffer un autre : le désir de ne point détériorer un des paysages suburbains les plus fréquentés par la population ouvrière de notre capitale avait poussé à un éparpillement exagéré des locaux d'exposition.

L'augmentation de la surface occupée a entraîné avec elle l'accroissement du nombre des bâtisses (1) et rendu à peu près insurmontables les deux principales difficultés

(1) En 1851 à Londres on s'était contenté du vaste Palais de Cristal qui a laissé une si forte impression dans l'esprit de ceux qui l'ont vu alors. Mais en 1900 les constructions n'ont pas couvert moins de 460.000 mètres carrés.

qu'aient à résoudre les entrepreneurs et les organisateurs de ces grandes fêtes.

Il faut en effet construire toujours plus et plus vite pour être prêt à l'époque fixée (1) pour l'ouverture.

Aussi les rapports des commissaires généraux nous montrent-ils que malgré les perfectionnements apportés à l'art de construire, aucune des expositions universelles n'a pu être inaugurée en état de complet achèvement.

En 1855 le rapport, parlant de la compagnie concessionnaire du Palais de l'Industrie disait : « D'ailleurs, elle ne fut pas prête pour mars 1855, et les constructions étaient inachevées ou défectueuses. »

Comme toujours on ne s'aperçut de l'insuffisance des bâtiments que très tard, au moment même où les exposants allaient arriver ; il fallut alors construire une nouvelle galerie, dite de jonction et qui devait réunir l'exposition des beaux-arts, à la portion centrale de l'exposition.

« Cette question de bâtiments, ajoute à ce propos le rapport, a été véritablement fâcheuse à tous les points

(1) Rapport général sur l'exposition de 1867. « En résumé l'expérience des expositions antérieures enseigne que pour préparer une nouvelle entreprise de ce genre, ce ne serait pas trop d'une période de six ou huit ans, c'est-à-dire qu'il faudrait autant d'années environ de travaux préparatoires que l'exposition pourrait compter de mois. »

de vue, elle a failli compromettre le succès de l'exposition universelle, et elle a entraîné des dépenses inutiles. »

Malgré cette expérience le même fait se reproduisit pour l'exposition de 1867, où « faute de temps on dut renoncer à mettre à exécution les plans qui avaient été adoptés en ce qui concernait le bâtiment principal ». Ces remaniements de la dernière heure entraînent d'ailleurs toujours une déperdition de main-d'œuvre et des dépenses énormes qu'il faudrait éviter. Ils ont pour effet de rompre l'harmonie de la conception première car : ne pouvant donner à l'édifice le mérite d'une heureuse appropriation à la nature des choses, les organisateurs s'appliquent à frapper l'esprit des visiteurs par des dimensions exagérées et grèvent ainsi inutilement les finances de l'entreprise (1). »

Aucun progrès n'a été fait depuis cette époque et bien que le rapport entre la préparation et la durée de l'entreprise préconisé par le commissaire général Le Play ait été même dépassé (2), nous avons tous vu dans quel état

(1) Rapport de 1867.

(2) Le Play comptait qu'il fallait autant d'années pour préparer une exposition qu'elle devait durer de mois. Or le décret d'ouverture de l'exposition de 1878, rendu le 4 avril 1876, avait à peine laissé deux ans pour sa préparation ; le décret d'ouverture de 1900 rendu le 13 juillet 1892 a au contraire donné huit ans pour la préparation d'une fête de 6 mois.

Il y a évidemment ici une disproportion choquante entre le temps d'élaboration et la durée de l'entreprise.

regrettable d'inachèvement a été inaugurée l'exposition de 1900.

Il est vrai que la date de son ouverture fixée primitivement au 5 mai, par le décret du 13 juillet 1892, avait été rapprochée au 15 avril par le décret du 4 août 1894.

Faut-il attribuer ces retards à l'infériorité de nos ouvriers ? Non, car non seulement nous en possédons de très habiles (monteurs, ajusteurs, etc.), mais encore nous en employons qui viennent de l'étranger pour ces circonstances et qui en ce cas compenseraient l'infériorité des nôtres.

Faut-il y voir une négligence des commissariats généraux ? Pas plus, et il suffit pour se convaincre de la vérité de ces assertions de constater que les Américains eux-mêmes, qui ont cependant le génie des grandes entreprises et surtout l'habitude, nous dirions presque la manie de faire grand, n'ont pas obtenu à ce point de vue de meilleurs résultats que nous.

Jetons un coup d'œil sur le rapport adressé sur l'Exposition de Chicago à la Chambre de commerce de Paris, par M. Lourdelet, nous y verrons dans quel état a été inaugurée l'exposition américaine de 1893. « Il m'était impossible, dit-il, dans l'état où j'ai trouvé les travaux du Palais des manufactures et autres, de me livrer de suite à l'étude des produits exposés. Rien n'était prêt, la

saison rigoureuse s'était prolongée fort tard ; à la fin d'avril, on avait eu beaucoup de neige, tout avait été retardé.

« Cette neige, en fondant, avait détrem pé le sol défoncé et très meuble de Jackson-Park, et c'est dans la boue, au milieu de fondrières, de matériaux et d'échafaudages (bien que l'exposition ait été ouverte solennellement le 1^{er} mai) qu'il fallait circuler.

« A l'intérieur, c'est pis encore, seules la Suisse et la Belgique étaient prêtes, les vitrines se montaient au milieu de ce chaos et les caisses des exposants venaient augmenter encore l'encombrement. »

L'administration américaine a d'ailleurs été au-dessous de ce qu'on attendait d'elle et si le mauvais temps qui s'est prolongé a été une circonstance atténuante, le manque de méthode, de précision, d'unité d'action, et de direction, d'empressement et de serviabilité a été reconnu et ressenti par tous.

Ces constatations peuvent, évidemment, nous consoler en nous montrant que nous ne sommes pas seuls à nous heurter à ces difficultés : elles peuvent même flatter notre amour-propre national, car jamais on n'a porté contre nos commissariats généraux une accusation ayant trait à leur manque de serviabilité et de courtoisie, mais

elles ne sont pas faites pour nous rassurer sur le sort d'une prochaine exposition (si toutefois nous devons encore en voir chez nous).

Il faut bien avouer d'ailleurs que nous avons toujours supporté avec bonne humeur les déceptions que nous causait l'inauguration de ces œuvres incomplètes, et qu'il est assez naturel qu'on ne se soit point préoccupé alors outre mesure de ces retards.

Malheureusement, un autre inconvénient qui est, pour ainsi dire, le corollaire presque nécessaire des constructions nombreuses et souvent gigantesques, c'est la dépense exagérée qui s'ensuit.

Nous savons bien que les prévisions sont difficiles, mais il nous semble que l'on devrait s'attacher à enrayer les dépenses toujours grandissantes qui, grevant lourdement le budget de ces entreprises, en entravent souvent la réussite et les conduisent au déficit.

Un coup d'œil jeté sur les comptes de liquidation des diverses expositions, nous montre, en effet, que les résultats ne sont nullement en rapport avec les dépenses que l'on fait pour organiser ces grandes fêtes.

1867 avait donné un excédent de recettes de 4.130.840 fr.; l'exposition de 1878 aboutit, au contraire, à un déficit considérable, elle s'est, en effet, soldée par une dé-

pense nette de 38.072.436 francs, déduction faite des recettes (1).

1889 donna à son tour huit millions de bénéfices, faisant espérer, pour 1900, une somme plus considérable encore.

La balance des comptes de 1900 laissera cependant en définitive un excédent de dépenses de 2.040.000 francs.

D'après ces comptes définitifs, que la direction des finances vient, en effet, d'arrêter et de transmettre à la commission du budget, le total des dépenses de l'exposition a été 116.500.000 francs (2), et celui des recettes 112.956.213 fr. 84, auxquels il y a lieu d'ajouter un supplément de recettes non encore effectué s'élevant à 1.500.000 francs.

Et quelles sommes a-t-on dépensées pour organiser ces deux dernières expositions ? 1889, qui a donné un bénéfice de 8 millions, n'a nécessité qu'un crédit de 46 millions 500000, fr. 1900 qui n'arrive même pas à couvrir ses frais, nous a coûté plus du double (soit 116.500.000 fr.)

L'exemple de l'exposition de Chicago, à laquelle on avait consacré la somme formidable de 24 millions de

(1) 31.658.277 francs à la charge de l'Etat ; 6.424.159 francs à la charge de la ville de Paris.

(2) La dotation de l'exposition de 1889 n'avait été que de 45 millions, portés à 46.500.000 par la loi du 4 avril 1889 qui modifia la loi du 6 juillet 1886.

dollars, est encore plus instructif ; celle-ci s'est en effet terminée en laissant un déficit de plus de 20 millions. Nous glissons donc sur une pente de plus en plus rapide, puisque de 11 millions en 1855, le budget des expositions a passé à 46 millions 500.000 en 1889 et sauté brusquement à plus de 116 millions en 1900.

Cette augmentation des dépenses a fait naître chez les organisateurs des préoccupations qui paraissent leur avoir fait oublier le but primitif que l'on avait assigné aux expositions.

Il faut, en effet, pour que des entreprises aussi gigantesques réussissent et couvrent leurs frais, y faire affluer le public en stimulant sa curiosité. « Au lieu d'entretenir par des perfectionnements progressifs, l'attention éveillée une première fois, il faut à chaque solennité imprimer une secousse à l'opinion publique et triompher des souvenirs qu'ont pu laisser les expositions précédentes ; en faisant quelque chose de nouveau qui offre l'attrait de l'inconnu.

« Il en résulte que plus une exposition a été bien conçue et heureusement exécutée, plus il y a de difficultés à en entreprendre une nouvelle. Si l'on suppose même que l'on soit arrivé au meilleur plan, et aux meilleures mesures d'organisation, il faudra sous peine de trouver le

public indifférent, changer encore ce plan et ces mesures à l'exposition suivante.

« Mais ces changements ne seront plus que des atteintes aux véritables dispositions qu'on aurait dû suivre. Et dès lors, le besoin de piquer la curiosité publique par des contrastes devient une véritable cause de décadence (1). »

Le Play avait donc pressenti combien s'imposerait la nécessité de trouver ce que nous appelons dans le langage moderne « un clou ». Il avait prévu également que cette nécessité de piquer la curiosité publique et d'attirer les visiteurs donnerait aux expositions la mauvaise orientation qui les a fait dévier de la route qu'elles auraient dû suivre et qui faisait dire à M. Claudio-Janet en 1889 : « Un économiste honnête homme, M. Frédéric Passy, dénonce depuis de longues années au Parlement et à l'Académie l'abus des fêtes foraines. Tout ce qu'il dit de la foire au pain d'épices et de la foire de Neuilly peut, toute proportion gardée, se dire de la grande célébration du centenaire (2). »

M. Janet n'est d'ailleurs pas le seul de son avis ; un

(1) Le PLAY. — Rapport sur l'exposition de 1867. *L'avenir des expositions.*

(2) — Le succès des attractions est en effet tel que la tour Eiffel qui avait coûté six millions avait déjà gagné le 5 novembre 1889 6.459.581 francs, sans compter les 1.500.000 fr. donnés comme gratification par l'administration.

autre témoignage précieux de ce fait que les expositions ont cessé d'être des œuvres commerciales et industrielles pour devenir surtout des entreprises foraines, nous est apporté par M. Lockroy qui, on se le rappelle, a contribué en qualité de ministre du commerce à organiser l'Exposition de 1889. « On ne vient plus aux expositions, dit-il dans *l'Eclair* du 17 juin 1895, pour se procurer des vivres, on y vient pour voir quelque chose de nouveau et pour s'amuser. La foire s'est changée en fête, si la fête n'est pas belle, tant pis pour les organisateurs, ils perdent leur temps et nous font perdre notre argent. »

Et cependant, bien que ces inconvénients ne soient pas nés d'hier, puisqu'ils se faisaient déjà sentir, moins violemment, il est vrai, lors des premières expositions, comment expliquer qu'ils ne les aient pas fait abandonner ?

C'est que ceux qui ont défendu ces institutions les ont toujours représentées comme devant avoir une influence bienfaisante, non seulement sur le commerce et l'industrie, mais encore sur les relations internationales (1) et

(1) Carnot. — Discours prononcé à la distribution des récompenses de l'exposition de 1889. « Que l'exposition de 1889 ouvre à notre pays cette ère d'apaisement et de travail, elle aura porté les fruits que les patriotes en attendent. Ses bienfaits ne doivent pas s'arrêter à nos frontières ; les hôtes que la France a accueillis avec

sur l'éducation des peuples. Certains d'entre eux, même espéraient arriver par elles à faire transformer notre législation douanière et à faire remplacer nos droits de douanes protectionnistes en droits purement fiscaux.

Nous allons voir dans la deuxième partie si ces espérances se sont réalisées.

joie et qu'elle ne verra pas s'éloigner sans regret, auront appris à la connaître. Les jugements éclairés qu'ils auront pu former, les sentiments qu'ils emporteront dans leur pays, ne peuvent rester sans effet sur les relations entre les peuples. La politique à laquelle la France est fidèle aura trouvé de nouveaux défenseurs et l'Exposition de 1889 aura encore servi la grande cause de la paix et de l'humanité. »

DEUXIÈME PARTIE

Les effets économiques et sociaux des expositions universelles internationales dans l'état actuel de leur développement.

CHAPITRE PREMIER

LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES ENVISAGÉES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES DIFFÉRENTES BRANCHES DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. *Douanes.* — B. *Commerce.* — C. *Industrie.* — D. *Travail.* — E. *Industrie des transports et augmentation de la consommation.* — F. *Impôts.*

Dès le début de leur carrière les expositions universelles avaient trouvé des partisans enthousiastes, surtout dans les sphères officielles. Lorsqu'en 1851 en effet, le baron Charles Dupin transmet à l'Empereur les rapports de la commission française sur l'exposition qui venait

de se tenir à Londres, il s'exprimait déjà en ces termes : « Les expositions conviennent à réfléchir et à se recueillir ; on mesure alors l'espace parcouru et l'on découvre de nouveaux horizons pour l'activité humaine et pour les relations internationales. Désormais les expositions de l'industrie sont entrées dans les habitudes, la grandeur du spectacle que présentent les expositions universelles n'a pas nui à l'intérêt que provoquent de pareilles solennités même renfermées dans un cercle étroit (1). « Mais tout en reconnaissant l'utilité de ces dernières, il importe d'étudier surtout l'influence que sont appelés à exercer sur la solution des questions économiques les grands concours auxquels toutes les nations se trouvent conviées et l'avenir qui est réservé à ces manifestations. »

Il estimait d'ailleurs que ces agglomérations synoptiques des produits du globe étaient dès lors devenus un élément nécessaire du progrès général. Son opinion fit école et quelques années plus tard en 1855, après que nous avions nous-mêmes vu fonctionner dans notre pays une exposition universelle, cet enthousiasme n'était pas tombé.

Le prince Napoléon qui avait présidé les travaux du jury international fondait sur ces institutions les mêmes espérances que le baron Dupin ; il les considérait comme

(1) Rapport sur l'exposition de Londres, 1854.

faisant partie : « de ce vaste programme économique auquel appartiennent les voies ferrées, le télégraphe électrique, la navigation à vapeur et les percements d'isthmes ». Il comptait sur elles pour améliorer la situation du peuple en amenant un accroissement de bien-être moral en même temps qu'une augmentation de bien-être matériel, c'est-à-dire plus d'aisance au profit d'un plus grand nombre.

Ce que le prince avait surtout en vue, c'était d'amener un abaissement des barrières de douane, il espérait que, les expositions universelles rendant les rapports plus fréquents, le mouvement des échanges plus actif, il s'établirait entre les peuples une communauté d'idées qui finirait par triompher de tous les préjugés locaux et surtout du protectionnisme : « Les législations douanières, disait-il, devront subir et subissent déjà de grandes modifications sous l'influence des expositions universelles, elles tendent à la substitution de droits fiscaux aux droits protecteurs perpétuels.

« En France le principe de la suppression de la prohibition est un fait acquis et en attendant une émancipation plus complète on ne peut nier qu'il n'y ait un progrès utile à abaisser les droits sur les matières premières pour mettre nos fabricants sur un pied d'égalité avec ceux de l'étranger. »

En fait, les avantages que les partisans des expositions universelles espéraient retirer d'elles, peuvent se ramener à ceux-ci : 1^o Abaissement des tarifs douaniers ; 2^o Influence bienfaisante sur l'activité du commerce et la prospérité de l'industrie ; 3^o Amélioration des conditions du travail ; 4^o Action vivifiante sur les compagnies de transport et augmentation de toutes consommations ; 5^o Rendement plus considérable des impôts. Nous allons étudier séparément chacune de ces classes d'avantages et voir s'ils se sont en réalité produits.

A. Douanes.

Au moment où paraissait le rapport sur l'exposition de 1855, rapport dans lequel le prince Napoléon exprimait l'opinion que nous avons relatée plus haut, les expositions universelles en étaient à leurs débuts ; elles avaient l'avenir devant elles. Il pouvait donc espérer que celles qui suivraient auraient une influence féconde sur la réalisation de ses désirs. Mais aujourd'hui qu'un demi-siècle nous sépare de l'inauguration de la première de ces institutions, voyons-nous qu'elles aient exercé une action efficace en matière de douane et pouvons-nous encore croire qu'elles soient un instrument de lutte contre le protectionnisme ? Il faut bien reconnaître que non (1), les modifications apportées à notre régime douanier à l'occasion des expositions internationales universelles pour leur être appliquées, non seulement n'ont jamais été que temporaires, mais encore elles ont très peu varié depuis 1855.

Le règlement élaboré à cette époque a en effet inauguré

(1) Si l'exposition de 1855 a été en effet suivie des tarifs de 1860, celle de 1889 a été suivie d'une réaction du protectionnisme en 1892.

une pratique devenue traditionnelle, c'est la constitution de l'enceinte de l'exposition en entrepôt réel des douanes.

Depuis lors cette mesure a été reproduite par les règlements généraux de toutes les expositions (1) ; on la retrouve encore au titre VI des articles organiques de l'exposition de 1900.

Or qu'est-ce qu'un entrepôt réel ? L'entrepôt réel, d'après la définition que nous en donne la science financière, est un magasin spécial où les marchandises étrangères restent en dépôt sans acquitter de droits de douane pendant un temps et à des conditions déterminées. Le but de cette institution est simplement de tenir en suspens la perception de la taxe douanière relative aux objets à propos desquels leur propriétaire n'a pas encore pris de parti. Les livre-t-il à la consommation intérieure ? il acquitte les droits à la sortie de l'entrepôt ; au contraire les réexporte-t-il ? il procède librement à leur enlèvement en accomplissant certaines formalités (2). Donc par suite d'une fiction analogue à la fiction d'ex-

(1) Exposition de Londres, 1862. Art. 104.

Exposition de Paris, 1867. Art. 44.

Exposition de Vienne, 1873. Art. 12.

Exposition de Paris, 1878. Art. 37.

(2) Les exposants sont tenus de réexpédier leurs marchandises dans le délai fixé par le règlement et qui est généralement de six mois après la fermeture de l'exposition.

territorialité du droit des gens, ces marchandises tant qu'elles ne sortent pas de l'entrepôt sont considérées comme étant encore en pays étranger. C'est dans ce sens que dans le « Rapport de la loi du 27 février 1832 » M. de Saint-Cricq qualifiait les entrepôts « d'asiles contre le fisc ». Mais si l'enceinte des expositions universelles est assimilée à un de ces magasins spéciaux et qu'elle soit constituée en entrepôt réel c'est le seul privilège qui leur soit conféré et la seule libéralité dont elles jouissent actuellement.

Les expositions universelles, en effet, ne constituent pas des entrepôts réels d'une nature exceptionnelle ; le pouvoir exécutif a bien reçu de la loi du 27 juillet 1832 le droit de créer dans certaines villes des entrepôts réels, il a même étendu comme nous venons de le voir aux expositions universelles internationales le bénéfice de cette institution, mais cette loi ne lui a pas permis d'en modifier l'économie.

Une loi seule pourrait attacher à l'entrepôt d'une exposition universelle des privilèges particuliers. Un décret serait donc insuffisant.

La matière est toujours régie principalement par les lois du 8 floréal an XI, section 3, et du 27 février 1832. — Les seules mesures libérales qui aient été prises depuis 1855 en faveur des produits étrangers se réduisent

à deux : d'une part, ceux de ces produits qui seraient livrés à la consommation intérieure ne supporteront, quelle que soit leur origine, que les droits applicables aux produits similaires de la nation la plus favorisée ; d'autre part, les objets fabriqués dans l'enceinte de l'exposition avec des matières étrangères importées sous le régime de douane ne seront assujettis à d'autres droits, que ceux afférents à la matière importée et mise en œuvre.

Or le règlement de 1855, comportait déjà pour les exposants étrangers la faculté de laisser dans la consommation intérieure les objets exposés même prohibés moyennant un droit maximum de 20 % *ad-valorem*.

La modification qu'a subie le règlement de 1855 et que nous venons de voir est-elle de nature à combler de joie ceux qui escomptaient le bouleversement de nos tarifs douaniers ? Nous ne le croyons pas. En revanche, nous voyons fort bien quel avantage ressort pour les exposants étrangers de la constitution des expositions en entrepôts réels (1).

Elle leur permet en effet, presque sans bourse délier, de venir faire connaître chez nous leurs produits et de

(1) A Chicago en 1893 chaque bâtiment avait été constitué en entrepot réel des douanes ce qui donna lieu à de très grosses difficultés, et apporta de fâcheuses entraves pour la manutention des produits. (Picard. — *Introduction aux articles organiques de 1900.*)

se rendre compte des débouchés que leur offre notre pays.

Si nous avons été conduits à cette opinion, c'est par ce fait qu'en 1851, le règlement ayant décidé qu'on ne percevrait que des droits de 20 % *ad valorem*, même sur les objets prohibés, cette mesure cependant fort libérale pour l'époque n'avait pas amené chez nous une importation inquiétante d'objets étrangers. L'administration des douanes nous l'atteste puisque ses comptes ne relèvent qu'une somme de 333.000 fr., provenant des perceptions faites sur une somme de 2.200.000 fr., seulement de produits importés !

Il semble donc bien que les commerçants étrangers viennent surtout chez nous pour faire connaître leurs produits et y créer de nouveaux besoins. Ils ont d'ailleurs intérêt à se renseigner avant d'expédier des quantités d'objets, la réglementation actuelle (1) des expositions laissant à leur charge l'emballage, le transport, le déballage, le réemballage et la réexpédition des produits.

Ce n'est plus en effet, que dans des cas très rares, par

(1) En 1855 il avait été déclaré que les produits français et étrangers seraient transportés aux frais de l'Etat sur tout le territoire de l'empire ; en 1878, les produits de toute nature, (art. 1, arr. min. 1878) pouvant circuler sur le chemin de fer français devaient être transportés par les compagnies à moitié prix des tarifs généraux et spéciaux autres que ceux des expositions et concours. Il en était de même pour la réexportation.

exemple pour les objets qui doivent figurer aux expositions rétrospectives, que l'Etat prend ces frais à sa charge.

Une des conséquences du régime de douanes appliqué aux expositions universelles, c'est la manière dont les colis sont transportés à l'exposition. Ils y accèdent en effet en transit et à destination d'entrepôt réel. L'envoi a lieu sous les conditions du transit international ou du transit ordinaire au choix des intéressés, c'est-à-dire sans visite de la douane ou simplement sous la condition d'une visite sommaire après laquelle les plombs de la douane sont apposés gratuitement. Généralement les lettres E U sont apposées sur les envois (arr. min. 21 mai 1888, art. 6), et ceux-ci sont dirigés en droite ligne et sans délai sur le lieu d'exposition où à l'ouverture la douane vérifie l'exactitude des déclarations.

B. Commerce.

Voyons maintenant l'influence des expositions universelles sur le commerce; il suffit pour se rendre compte de l'activité qu'elles lui communiquent, de jeter un coup d'œil sur les statistiques qui relatent les mouvements du commerce extérieur. Les années d'exposition donnent toujours lieu à un trafic plus considérable. Ainsi en 1855, le commerce extérieur avait donné lieu à un mouvement d'échanges se montant à 4 milliards 327 millions, en progrès de 569 millions sur 1854. En 1889, notre commerce extérieur s'est chiffré par 6.297.303.000 francs, en plus value de 275.170.000 fr. sur 1888 (1).

Le commerce extérieur n'est d'ailleurs pas la seule preuve que nous ayons de cette activité; le commerce général en porte aussi la trace. Cette même année 1889 a donné comme résultat 10.124 millions contre 9.485 millions en 1888. Il y a donc bien là, momentanément au moins, une action favorable exercée par les expositions sur le

(1) Cette activité du commerce a naturellement sa répercussion sur le chiffre d'affaires. M. Limousin dans son ouvrage *La statistique des affaires* nous donne les chiffres suivants : 1888, 118 milliards; 1889, 127 milliards; 1890, 121 milliards.

commerce. Mais ce qui serait plus intéressant, à savoir c'est si cet élan persiste et si les expositions profitent surtout aux commerçants qui y ont pris part ; ce sont ces deux questions que nous allons examiner.

Voici les chiffres du commerce général de la France pour les années d'expositions et celles qui les ont précédées :

1854 :	3 milliards 758 millions		
1855 :	4 — 327 —		
1866 :	8 — 126 —		
1867 :	7 — 965 —		
1877 :	8 — 940 —	700.000 fr.	
1878 :	9 — 200 —	600.000 fr.	
1888 :	9 — 485 —		
1889 :	10 — 124 —		
1899 :	8 — 670 —	943.000 fr.	
1900 :	8 — 486 —	562.000 fr.	

1867 a donné un chiffre moindre que 1866. « C'est que la France a souffert d'une crise et joui d'une exposition qui, au dire des intéressés, n'a pas fait aller aller le commerce. Nous n'avons pas eu de commerçants qui ne se soient plaints. »

(Maurice BLOCK. — *Annuaire de l'Economie politique*, 1867.)

L'année 1900 donne 184 millions 381.000 francs, moins que 1899. Notre commerce ne paraît pas, cette fois, s'être ressenti favorablement de l'Exposition.

Il serait en effet assez naturel qu'après avoir fait les frais considérables que nécessitent les expositions, nous bénéficions pendant quelque temps de cette activité des affaires dont nous parlions tout à l'heure.

Or, les deux dernières expositions n'ont pas donné ce résultat. L'Exposition de 1889 qui cependant avait parfaitement réussi, n'a pas suffi à donner cet élan à notre commerce; elle a si peu profité à notre pays, au point de vue qui nous occupe, bien entendu, que dans un discours prononcé à Nantes dans un banquet de la Chambre de commerce de cette ville, en juin 1896, M. André Lèbon, alors ministre du commerce et de l'industrie, disait : « J'ai étudié les besoins réels du monde commercial, son état est grave, il est inquiétant. » Ainsi, huit ans à peine après cette brillante exposition, le commerce était retombé dans le marasme. Au mois d'octobre suivant, le même ministre, présidant la distribution des récompenses de l'Exposition internationale de Bordeaux, insistait sur le point qui nous occupe, et après avoir rendu hommage aux expositions et constaté la faveur dont elles jouissent dans le sentiment national, il avouait cependant qu'il serait dange-

reux de trop escompter les résultats de ces grandes fêtes internationales : « Le monde, disait-il, ce vaste univers, en dépit des succès d'expositions, si utiles et si brillants qu'ils soient, fait mine d'échapper au petit morceau de continent qui le dominait du droit d'une ancienne supériorité. Le temps des hégémonies économiques plus encore peut-être que celui des hégémonies politiques est passé. Des peuples lointains qui s'éveillent ou se réveillent, après nous avoir d'abord ouvert leurs marchés grâce au succès d'une ferme et habile diplomatie, reflueront sans doute un jour sur les nôtres. Parmi les nations européennes des rivalités tenaces nous serrent et nous devancent sur tous les terrains. »

Au sortir de l'Exposition de 1900, la situation n'est guère meilleure (1) et d'un bout à l'autre de la France, on n'entend que les plaintes des commerçants et des

(1) M. Jablet, dans le *Journal des Economistes*, dit : « Le marasme des affaires est indiqué d'une manière très précise par l'impôt sur les opérations de bourse. Les années 1894 et 1895 avaient donné respectivement 10.536.000 francs et 10.082.000 fr. Puis on était tombé au chiffre de 5 millions et 5 millions et demi jusqu'en 1890, où on obtint 6 millions 883.500 francs.

L'année 1900 a donné un peu moins de 6.809.000 francs. Les deux premiers mois de 1901 sont en diminution de 6.000 fr. sur la période correspondante de 1900 et de 76.500 fr. sur les évaluations budgétaires.

C'est le calme plat !...

industriels. Le pays ne retire donc pas un bénéfice durable de ces exhibitions (1).

Quant aux commerçants, particulièrement ceux qui ont exposé, en retirent-ils autre chose que des avantages passagers ?

C'est fort douteux. Ce qu'ils recherchent en effet, en exposant, c'est à donner à leurs produits une certaine publicité. « Quels meilleurs moyens d'augmenter les exportations que celui qui consiste à exposer dans des vitrines tentatrices les échantillons de nos meilleurs produits ; l'étranger fait des achats, et s'il est satisfait, écrit une fois rentré chez lui pour se réapprovisionner. »

C'est dans ces termes que M. Picard invitait les commerçants à exposer.

Ce raisonnement est cependant bien spécieux et purement théorique, ce n'est pas ainsi en effet que cela se passe dans la pratique et voici ce que disent les indus-

(1) D'après M. Maurice Block, que nous citions tout à l'heure, la situation était la même après l'Exposition de 1867.

En 1900, le commerce proprement dit a perdu 184.381.000 francs, comparativement à l'année 1899. Nos importations, en effet, sont tombées à 4.408.530 francs, diminuant de 109.778.000 francs sur l'année précédente, nos exportations sont également tombées à 4.078.032 francs, perdant 74.603.000 sur 1899.

Les deux premiers mois de 1901 ont d'ailleurs fait preuve d'une stagnation absolue, puisque nos importations ont diminué de 4.803.000 francs, pendant que les importations gagnaient 4.696.000 fr.

triels avisés qui combattent l'idée : « L'étranger vient se promener, s'amuser, voit, examine, prend peut-être des notes, mais n'achète guère, du moins autant qu'on le suppose. Une fois rentré chez lui, il s'occupe de ses affaires. Il est visité journellement par des représentants locaux de fabriques étrangères, gens sérieux qu'il connaît, qui le sollicitent et auxquels il donne ses commandes, quand l'occasion s'en présente, dans la conversation, il a des réminiscences des merveilles qu'il a contemplées à Paris, il en parle avec plaisir. Il s'est confirmé dans cette impression, que d'ailleurs il avait déjà, que les Français sont de fort aimables gens et qu'ils habitent un pays merveilleux, et c'est, hélas ! souvent tout (1). »

La publicité des expositions est donc inefficace ; certes ce n'est pas que ces entreprises ne soient connues de tout le monde puisqu'on y convie tout le monde civilisé et même les peuples sauvages : mais la durée de la publicité est trop courte. Il est démontré que pour lancer utilement un produit il faut absolument faire une publicité continue, sous peine de perdre son temps et son argent.

Le Play reconnaissait déjà l'insuffisance de la publicité

(1) DUPONCHEL. — *Bulletin quotidien de la Bourse de Commerce de Paris*, 28 août 1895.

que les expositions offrent aux exposants : « si une telle entreprise, disait-il (1), conquiert à peine une publicité suffisante, à plus forte raison, les exposants qui y prennent part ne s'emparent-ils que lentement de l'attention publique. Et une fois qu'ils y sont parvenus, leur plus grand intérêt serait de conserver un tel élément de succès, ce serait le prix légitime des efforts et des dépenses qu'entraîne l'exposition. Rien n'est plus funeste, que d'interrompre une publicité naissante et tous les sacrifices seraient acceptés pour la continuer. »

En 1867 déjà les commerçants l'avaient bien compris et : « malgré des embarras toujours renaissants, des frais toujours nouveaux, au milieu des soucis de leurs affaires privées, les producteurs allaient de ville en ville montrer au public ce qu'ils avaient intérêt à lui faire connaître. Ils arrivaient ainsi par des combinaisons extrêmement onéreuses, à exposer d'une façon permanente en dépit du caractère temporaire qui est propre aux expositions. »

Aujourd'hui encore où cependant la publicité a fait les progrès que nous connaissons tous et où les visiteurs ont de si grandes facilités de se rendre aux expositions, c'est encore le seul moyen qui s'offre à ceux des com-

(1) Rapport général sur l'Exposition de 1867, (*L'Avenir des expositions*).

merçants qui veulent continuer la publicité commencée dans les expositions.

Il faut, en effet, lutter contre ces courtiers étrangers dont M. Duponchel parle dans le bulletin quotidien que nous avons cité tout à l'heure, et le seul moyen est d'en envoyer de notre côté.

Il vaudrait certes mieux que les chambres de commerce de province mettent à organiser des groupes de voyageurs pour l'étude des débouchés d'exportation, le zèle qu'elles mettent à organiser des vitrines collectives aux expositions.

M. Allain Targé, ancien ministre des Finances, considère même que les expositions, non seulement, ne profitent en rien au pays qui les organise, mais encore qu'elles lui nuisent : « Convoquer à Paris tous les dix ou onze ans, non seulement tous nos clients de France, de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique, mais en même temps tous nos rivaux et ouvrir à ceux-ci, à Paris même, le marché de Paris à des conditions de faveur pour eux exceptionnelles, leur préparer nous-mêmes des magasins, des étalages, où ils pourront avec l'attrait de l'exotique et de la nouveauté rassembler leurs échantillons les mieux choisis, user de nos journaux, de l'éclat même de notre hospitalité, pour proposer à nos hôtes la concurrence de leurs réductions de prix, de la réclame, et du

bon marché, en un mot pour détourner nos acheteurs ordinaires, c'est une opération qui m'a toujours paru absurde, dit-il. »

Voilà ce que pensent des expositions des hommes que leur situation a cependant mis à même d'en apprécier les conséquences.

Il faut bien convenir que nous avons d'autant plus à craindre les tentations de l'exotique et de la nouveauté, que le public manque de l'élément d'appréciation le plus rationnel. Nous voulons dire les prix.

Ce n'est, d'ailleurs, pas seulement au public que ce moyen de comparaison fait défaut, c'est aussi et surtout aux commerçants.

En 1855, on avait autorisé l'affichage des prix (1) à la condition que les commerçants les tiendraient pour valables vis-à-vis des acheteurs et non seulement comme base d'appréciation pour le jury. Toute fausse déclaration devait faire exclure l'exposant. Cette mesure ne réussit guère.

En 1878, on renouvela aux exposants cette invitation d'afficher les prix (2) marchands des objets exposés. Elle n'eut pas plus de succès qu'en 1855 et comme depuis lors on a toujours reculé devant toute mesure qui impo-

(1) Règlement général, art. 35.

(2) Règlement général, art. 32.

serait aux commerçants de faire connaître leurs prix, les expositions offrent certainement moins d'intérêt.

Le commerce moderne avec ses splendides étalages offre bien plus d'enseignements et une promenade de quelques instants dans les rues d'une grande ville est plus instructive pour les commerçants et surtout pour les acheteurs que les galeries d'une exposition universelle.

C. Industrie.

Quels sont les avantages que peuvent retirer les industriels d'une exposition universelle ?

On fait miroiter à leurs yeux les bienfaits d'une publicité que nous avons déjà jugée insuffisante pour les commerçants et qui ne l'est pas moins pour eux.

On leur fait ressortir que les galeries des expositions constituent pour le manufacturier et aussi pour l'ouvrier un champ d'observation qui permet de comparer, de s'instruire et de se perfectionner.

Certes, il est bien des publications spéciales ornées de dessins qui tiennent le monde industriel au courant des découvertes, mais rien, leur dit-on, ne vaut cependant pour des praticiens l'expérience directe, la vue de la machine en marche.

Malheureusement, ce dernier avantage si incontestable qu'il soit ne manque pas d'avoir une contre-partie toute naturelle : ce champ d'observation n'est pas réservé exclusivement aux manufacturiers et aux ouvriers du pays où se tient l'exposition.

Il est ouvert à tous, et les étrangers n'y viennent que dans le but de s'instruire.

Or, comme nous avons pour nous l'avantage des traditions et la supériorité de l'invention, c'est-à-dire des modèles, nous avons plus à perdre qu'à gagner à ces exhibitions.

Maintenant surtout que la coutume s'est établie de faire fonctionner les machines sous les yeux des visiteurs, nos secrets de fabrication sont accessibles à tous.

La législation des brevets est bien là pour nous protéger (1) et elle est à la portée de tous puisque la loi du 23 mai 1868 étendant sa sollicitude aux inventions qu'on n'a pas eu le temps de faire breveter, a permis de se faire délivrer un certificat gratuit par le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement où cette exposition sera ouverte et que le certificat contenant la description de l'objet déposé aura pendant la durée de l'exposition les mêmes avantages qu'un brevet.

Mais quelle protection accorder par exemple à un industriel chimiste, qui en révélant la découverte qu'il a faite des propriétés d'un corps, et de la façon de le manipuler jusqu'alors inconnues, peut perdre ainsi le bénéfice de son invention ?

(1) Loi du 2 mai 1855 et du 3 avril 1867.

L'exposition d'un objet fabriqué peut n'offrir aucun danger pour l'industriel ; la révélation d'un secret de fabrication au contraire peut lui causer le plus grave préjudice ; l'incident qui vient de se produire tout dernièrement à propos des usines du Creusot et des usines Krupp en est une preuve.

« Ce qui prouve bien d'ailleurs quels bénéfices les étrangers peuvent retirer à notre contact, c'est que l'Angleterre a profité de ses expositions et des nôtres pour développer chez ses manufacturiers le goût artistique qui leur faisait défaut.

« C'est de 1851 que date la création, sous le patronage de la Société royale des arts et la persévérante impulsion du Prince Albert, des écoles de dessin et de modelage qui ont modifié agréablement l'aspect de beaucoup de produits anglais.

« L'exposition de 1855 et celle de 1867, ont pu être utiles à nos industriels pour susciter leur initiative ; mais déjà cette dernière et à plus forte raison celle de 1878 ont eu le grand inconvénient de faciliter aux étrangers l'étude des procédés dont chaque industriel cherche plus ou moins à garder le secret (1). »

(1) CLAUDIO-JANET. — *Correspondant* du 25 mai 1889. Ce reproche est de plus en plus fondé, maintenant surtout que certaines fabrication se font entièrement à l'expositon sous l'œil des visiteurs.

Les reproches que leur adresse M. Claudio-Janet d'avoir permis à nos concurrents d'embaucher nos ouvriers d'art et d'introduire chez eux les principales industries de luxe qui étaient autrefois notre monopole, sont tout aussi justifiés. Nous savons en effet quelle crise a subi notre industrie lyonnaise de la soie il y a quelques années.

En admettant même que ce soit aller trop loin que de dire que les expositions internationales nuisent à l'industrie, on ne saurait cependant nier qu'elles ne facilitent la concurrence et surtout qu'elles entraînent toujours des charges très lourdes.

Les industriels en effet sont obligés, non seulement de faire de gros frais d'installation, mais encore d'entretenir dans les locaux mêmes de l'exposition un personnel de surveillance qui coûte fort cher. La fabrication des objets qu'ils doivent faire figurer nécessite elle-même de grands frais.

« C'est pourquoi, disait M. Méline, président de la commission des Douanes (1), les industriels sérieux se détournent de plus en plus de ces immenses bazars où il n'y a plus rien à apprendre ni rien à gagner. Exemple pour notre grande région de l'Est, la grande cristallerie de Baccarat a renoncé à prendre part à nos expositions. »

(1) *République française*, du 24 août 1895.

Nous ne pouvons passer sous silence l'activité que donne aux usines l'approche des expositions, mais nous verrons en étudiant « le travail » que cette activité est tout aussi passagère que celle du commerce et qu'elle amène souvent des crises longues et pénibles.

D. Travail.

En étudiant les expositions universelles dans leurs rapports avec le travail, nous allons être conduits à examiner trois points : 1° l'influence qu'elles peuvent avoir sur les demandes de travail ; 2° leur effet sur l'augmentation des salaires ; 3° leur action sur la législation du travail et ses conditions.

Les documents précis nous font ici défaut : néanmoins, nous pouvons affirmer que les avantages que les ouvriers peuvent obtenir en ce qui concerne les demandes de travail et l'augmentation des salaires ne sont que temporaires, ceux qui concernent la législation étant seuls durables.

Les expositions, en effet, nécessitent de grands travaux, elles attirent dans les villes qui doivent en être le théâtre de nombreux ouvriers. Nous avons deux points de comparaison qui nous permettent de juger qu'elle quantité considérable d'ouvriers a dû nécessiter la préparation d'une exposition aussi gigantesque que celle de 1900. Le premier nous est fourni par les statistiques contenues dans le rapport de l'exposition de 1867, celui-ci nous apprend en effet que cette exposition a nécessité

un travail effectif représentant 28.544 journées de travail; le second, nous le trouvons dans le compte rendu de la séance de rentrée du conseil municipal de Paris du 5 novembre 1899.

Une pétition adressée par les électeurs était conçue en ces termes : « considérant que plus de 100.000 ouvriers sont actuellement sans travail à Paris, les électeurs réclament avec insistance la mise à exécution de toutes les opérations décidées par le conseil et créditées sur les fonds d'emprunt. »

Si à la fin de l'exposition de 1889, 100.000 ouvriers sont restés sur le pavé de Paris sans travail, combien a dû en laisser l'exposition de 1900 ?

Nous savons bien que les travaux de démolition occupent toujours un certain nombre d'ouvriers, mais cependant bien peu en comparaison de ce qu'a nécessité la construction.

On a essayé de remédier à cet inconvénient en faisant coïncider de grands travaux (1) avec la fin des expositions, mais tout cela n'empêche pas que l'augmentation de la demande de travail occasionnée par les expositions ne soit temporaire; au moment de la construction une quantité considérable d'ouvriers viennent des départe-

(1) Les travaux du Métropolitain occupent encore à l'heure présente 3 000 ouvriers.

ments ; maçons, serruriers, terrassiers, manoeuvriers de tous genres abandonnent leur province ; mais comme le dit Clandio-Janet (1) : « Six mois après, quand l'exposition sera clôturée, de nombreux appartements demeureront vides, le bâtiment n'ira plus, les salaires baisseront et surtout beaucoup d'ouvriers venus sans réflexion suffisante se trouveront sans travail. Cette crise inévitable sera d'autant plus pénible que des dépenses de luxe plus considérables auront été faites par la population pendant cette fièvre de plaisir. Ces malheureux resteront sur le pavé, augmentant le nombre, déjà si considérable, de bras inoccupés. »

Si donc à l'approche des expositions les ouvriers jouissent de l'avantage de trouver facilement du travail, ils achètent chèrement cet avantage puisque les travaux une fois terminés, beaucoup d'entre eux sont voués à la misère.

Par le jeu naturel des lois économiques, les salaires suivent les variations des demandes de travail ; au début, la main-d'œuvre se sentant nécessaire se montre plus exigeante et les salaires montent ; mais quand vient la fin des travaux, ces grandes quantités d'ouvriers réunis sur un même point se font concurrence et les salaires baissent.

(1) *Correspondant* du 25 mai 1889.

A l'appui de ce que nous avançons, nous aurions voulu citer quelques chiffres, malheureusement les enquêtes faites par l'office du travail ne coïncident jamais avec les années d'exposition. Nous avons cependant des indices; le rapport de 1867 nous apprend en effet que pour préparer cette exposition il a été dépensé pour la main-d'œuvre 188.120 francs (1), cette dépense sans être considérable avait néanmoins amené une augmentation de salaire sensible.

Les ouvriers employés sur les chantiers de l'exposition ont en effet reçu un salaire moyen de 7 fr. 85 par jour. Or à cette époque les salaires unanimement constatés par tous ceux qui se sont occupés de ces questions, ont varié en 1860 entre 3 fr. 50 et 4 francs et en 1870 entre 5 fr. 25 et 5 fr. 50, mais n'ont jamais atteint ces hauteurs. Ils sont d'ailleurs retombés dans la suite, puisqu'en 1870 ces mêmes auteurs ne relevaient dans aucun des corps de métier des salaires supérieurs à 5 fr. 50 (2).

La discussion qui s'est produite en 1878 à propos de la

(1) Représentant 28,544 journées de travail effectif.

(2) BEAUREGARD. — *Etude sur la théorie des salaires, la main-d'œuvre et son prix.*

CHEVALIER. — *Les salaires au XIX^e siècle.*

Edmond VILLEY. — *La question des salaires ou la question sociale.*

Voilà d'ailleurs les chiffres donnés par M. de Foville, « la *France Economique*, 1890 :

série de prix de la ville de Paris entre ouvriers et patrons met d'ailleurs en lumière le caractère temporaire de cette élévation (1) des salaires occasionnée par les expositions.

A cette époque, en effet, l'usage s'était répandu chez les entrepreneurs de suivre les indications de la *série de prix*. Les ouvriers, de leur côté, ayant reconnu que la vue des prix de cette série pouvait servir beaucoup à appuyer leurs revendications, avaient pris l'habitude de réclamer comme un droit les salaires déterminés à la série.

Ceci étant, comme en 1876, l'Exposition approchait, l'administration craignait qu'à raison des travaux considérables exigés par l'Exposition, les ouvriers ne réclament des augmentations de salaire, elle pensa alors qu'on pourrait employer la série de prix comme un moyen de se précautionner contre les réclamations et les grèves qu'on redoutait. Pour cela, elle convoqua une commis-

Terrassiers	3 50	4 »
Maçons	5 »	5 50
Taillieurs de pierre.....	5 25	5 50
Charpentiers.....	5 »	6 »
Menuisiers.....	4 »	5 »
Serruriers	3 80	4 »
Peintres.....	4 50	5 50

(1) En 1867, certains ouvriers dans les dernières semaines ont demandé jusqu'à 20 francs de salaire par jour.

sion dans laquelle ouvriers et entrepreneurs sont représentés, les entrepreneurs par les délégués des chambres syndicales patronales, les ouvriers par les délégués des chambres syndicales ouvrières, ou à défaut par des représentants élus par les prud'hommes.

Devant ces délégués, l'administration propose un système nouveau. Elle propose que dérogeant à un usage traditionnel la commission ne tienne pas seulement compte des salaires déjà en usage dans l'industrie, des salaires appliqués, mais qu'elle tienne compte également pour l'établissement de la nouvelle série de ceux qui seraient déjà convenus ou promis pour les deux années à venir.

En compensation de cet avantage fait aux ouvriers, l'administration leur demandait de s'engager à ce que aucune augmentation de salaire ne se produise pendant ce laps de temps. L'engagement fut tenu, quelques ouvriers peintres en bâtiment ne faisant pas partie de la chambre syndicale essayèrent de faire grève, ils furent hautement désavoués.

Cet exemple, tout en nous montrant combien les ouvriers redoutaient les variations de salaire qui se produisent à l'issue de ces solennités, nous fait voir aussi comment l'administration est parvenue à enrayer

ces agitations qui les suivent généralement. Nous voulons parler des grèves (1).

Les deux expositions qui ont suivi celle que nous venons de citer (2) ont en effet été marquées par une recrudescence des mouvements ouvriers. En 1889, on a relevé 321 grèves, chiffre de beaucoup plus élevé qu'en 1888 et 1890. Au lendemain de l'Exposition de 1900, il en surgit de toutes parts, d'une manière inquiétante.

Il y a là une conséquence presque inévitable, puisque les deux éléments nécessaires à leur développement se trouvent toujours réunis : une grande quantité d'ouvriers en contact et l'occasion de revendiquer une élévation de salaire.

M. Waldeck-Rousseau dernièrement encore reconnaissait que les années d'exposition sont particulièrement favorables à l'éclosion des grèves. Le 8 mars 1901, interpellé par MM. Antide-Boyer et Dejeante sur les événements de Montceau et de Marseille, il disait : « J'arrive aux accusations générales formulées par M. Drake. Il est revenu sur la statistique des grèves en 1899 et 1900

(1) 1877, 30 grèves.

1878, 34 —

1888, 110 —

1884, 321 —

(2) 1899 et 1900.

et a prétendu qu'elles s'étaient élevées à un niveau inconnu jusqu'ici. Ce n'est pas là une accusation nouvelle, je m'en suis déjà expliqué, en montrant qu'il faut comparer une année d'exposition à une année d'exposition, j'ai montré que le fait tient à ce que la main d'œuvre devient plus exigeante à mesure qu'elle se sent plus nécessaire et c'est son droit (1). »

Quand on sait ce que coûtent ces grèves aux patrons et surtout aux ouvriers, peut-on encore considérer comme de véritables avantages cet élargissement temporaire du marché du travail et la hausse des salaires qui l'accompagne ?

Cela paraît difficile.

Il faut cependant faire entrer en ligne de compte, certains bienfaits dont les ouvriers sont redevables aux expositions universelles. Elles ont souvent amélioré les conditions du travail au point de vue matériel. Les congrès, qui se réunissent à l'occasion de ces fêtes, étudient avec un soin tout particulier les conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles travaillent les ouvriers. Certains même se préoccupent de leur assurer à la sortie de l'atelier une existence confortable ayant sur le physique comme sur le moral une influence salubre.

(1) *Journal officiel*, 9 mars 1901.

Tel est, par exemple, le congrès des habitations ouvrières.

L'annexe de Vincennes a étalé sous nos yeux les différents types de maisons destinées à loger les ménages ouvriers dans tous les pays. Nous avons pu admirer le charme et l'élégance de quelques-unes, et comprendre ainsi comment on est parvenu, en certains endroits, à fixer l'ouvrier en lui donnant l'amour du « home ».

Enfin la législation ouvrière a ressenti, dès leurs débuts, les effets bienfaisants des expositions universelles. L'exposition de 1862 a permis aux ouvriers d'obtenir la liberté des coalitions ; celle de 1867 a entraîné l'abrogation de l'article 1871 du Code civil. Depuis cette époque, de nombreux vœux émis par les congrès ont été transformés en lois ; entre autres, ceux sur la suppression des livrets obligatoires, sur le travail des femmes et des enfants, sur les chambres syndicales (1).

Il y a là, il faut en convenir, un élément de progrès pour la législation ouvrière dont on ne peut nier l'efficacité.

Il est encore un autre bienfait des expositions universelles, c'est de stimuler l'ardeur et le zèle des ouvriers. Depuis en effet, que les expositions se sont implantées en France, on a toujours reconnu aux collaborateurs des exposants le droit aux récompenses.

(1) LE PLAY. — Rapport général sur l'Exposition de 1867.

E. Industrie des transports.

L'industrie des transports n'a jamais eu qu'à se louer des expositions universelles ; elle profite en effet non seulement du déplacement des nombreux voyageurs que ces fêtes attirent, mais encore de l'activité plus grande qu'elles donnent au trafic.

Il serait fastidieux de reproduire ici en détails la quantité de voyageurs et de marchandises transportés par chacune des compagnies à chaque exposition. Mais nous pouvons montrer en bloc les bénéfices que doit réaliser en ces circonstances l'industrie des transports.

En 1855, les compagnies de chemin de fer ont transporté 4.081.121 voyageurs ; elles n'en avaient transporté en 1854 que 3.328.386.

En 1867, le nombre des voyageurs, transportés a été de 99 millions au lieu de 86.500.000 en 1866, faisant passer les recettes de 182.400.000 francs à 222.600.000 fr. Même en tenant compte de l'allongement du réseau qui en 1867 avait passé de 13.915 kilomètres à 15.002, on a encore pour le nombre des voyageurs une augmenta-

tion de 7 % et pour la plus-value des recettes une augmentation de 13,5 % (1).

En 1889, les résultats ont été aussi brillants comparativement. Pour 1900 la seule assemblée générale d'actionnaires qui se soit encore tenue, celle des chemins de fer de l'Ouest, a accusé des résultats très satisfaisants.

Les compagnies de chemins de fer ne profitent pas seules d'une augmentation de recettes. Les compagnies de navigation en ressentent également les effets.

Mais ce sont surtout les compagnies de transport qui desservent Paris à l'intérieur qui profitent de cette affluence de visiteurs.

En 1867 (2) les Omnibus ont transporté en moyenne 118.317.372 voyageurs, en augmentation de 8 millions au moins sur 1866, faisant réaliser à la compagnie un bénéfice de près de 1.500.000 francs. L'exposition n'a cependant eu cette année-là que 9 millions de visiteurs ; quel bénéfice doit leur procurer une exposition comme celle qui vient de se terminer et qui a entraîné le déplacement de 48.130.301 visiteurs !

Il convient d'ajouter aux bénéfices de ces différentes

(1) Les recettes totales ont passé de 606 millions en 1866 à 659 millions en 1867.

(2) En 1855 les hôtels et maisons meublées ont reçu 100.507 étrangers, en 1867 200.346. — En 1878 il en est venu 571.792. — En 1889 le million a été largement dépassé.

compagnies ceux réalisés par les hôteliers, les restaurateurs, les théâtres, etc.... en un mot les bénéfices qu'occasionnent les dépenses faites par les étrangers qui séjournent chez nous.

Les recettes de toutes ces entreprises particulières doivent accuser un bénéfice respectable quand on songe à la quantité d'étrangers et de provinciaux qui débarquent alors à Paris (1).

Les théâtres dont nous pouvons connaître facilement les recettes nous montrent la progression de ces bénéfices. Les recettes ont été en effet de 10.417.344 francs en 1867, de 13.074.927 pour 1878 et de 15.276.260 en 1889. Et cela sans que le nombre toujours croissant des attractions comprises dans l'enceinte même de l'exposition ait entravé cette augmentation.

Mais pour cette fois encore ces avantages ne vont pas sans grands inconvénients, dont le principal est le renchérissement de la vie : le logement, le prix des denrées, tout s'en ressent : « La cherté des vivres, disait M. Morillon (2), c'est là sans doute une conséquence inévitable de l'accroissement de la population riche qu'amènent plus ou moins ces grandes solennités et qui, cette

(1) Cette même année la Compagnie générale des voitures réalisa un bénéfice de 3.265.212 francs sur les recettes de 1866.

(2) *Correspondant*, année 1889.

fois, a dépassé tous les précédents. Je dois dire cependant que le renchérissement, d'après des informations multipliées, n'aurai pas tout à fait égalé en 1889, au moins en ce qui concerne les denrées populaires, les effrayantes différences de 1867. Mais il s'est manifesté dès les premiers jours, et au mois de juin le conseil municipal « concluant que l'exposition universelle en « appelant un très grand nombre de visiteurs a déterminé « sur les denrées un renchérissement qui pèse lourdement « sur la classe ouvrière, d'ailleurs frappée en grande « partie par le chômage », a dû porter de quarante à cent mille francs le secours de loyer accordé aux familles nécessiteuses, en plus de la somme allouée pour le même objet à l'occasion de la fête du 14 juillet. »

Nous trouvons également un autre indice de ce que nous avançons dans ce fait que le gouvernement alloue aux officiers et employés dont le traitement ne dépasse pas 2.500 francs une indemnité basée sur le renchérissement de la vie.

Il y a là pour le budget une assez lourde charge qui diminue sensiblement le bénéfice résultant de la plus-value des impôts indirects. D'ailleurs les employés de commerce, les petits rentiers et les ouvriers ne bénéficient pas de cette largesse; une grande partie de la

population et la plus intéressante est donc atteinte par cette augmentation.

Pour les vivres, il est plus difficile de se renseigner que pour les logements ; nous pouvons apporter cependant les renseignements que nous donne une étude de M. Gustave Bienaymé.

Cet auteur a pris pour objet de ses observations, les restaurants à prix fixe du Palais-Royal et les établissements Duval. Il ressort des renseignements qu'il a recueillis et de l'avis des personnes les plus expertes, que dans les restaurants à prix fixe, si l'on prend comme type le dîner coté deux francs à l'inauguration du système vers 1815, on peut le considérer comme étant resté tel jusqu'en 1867 ; que porté alors à 2 fr. 25, il a gardé ce prix pour ne monter qu'en 1878 à 2 fr. 50 où il est encore.

Pour le déjeuner, la hausse aurait été relativement plus forte, puisqu'il est passé de 1 fr. 25 à 2 fr., et qu'il a abouti après de nombreuses fluctuations en 1851, 1871 et 1889 à un quart en sus de son point de départ. M. Bienaymé fait remarquer que la date des augmentations a coïncidé surtout avec la date des expositions universelles.

Dans les établissements Duval l'augmentation aurait été plutôt un peu moins forte, c'est ce que dit encore M.

Bienaymé : « Pendant que les restaurants à prix fixe subissaient l'effet des événements ou en profitaient, les établissements que nous venons de citer (1) suivant l'impulsion de génial leur fondateur ne se préoccupaient que de concilier une rémunération limitée avec les habitudes de sa clientèle. »

Sans pouvoir établir les prix que paient les particuliers prenant leurs repas chez eux, il est permis de croire qu'ils ne sont pas à l'abri de la hausse.

Comme beaucoup des inconvénients que nous avons cités, le renchérissement des vivres et des loyers ne cesse pas complètement après la fête, il subsiste chaque fois entraînant pour certaines classes de la société des charges toujours plus lourdes.

(1) Bouillons Duval.

F. *Impôts.*

Ici, les partisans des expositions universelles ont beau jeu, les statistiques, en effet, prouvent quel bénéfice l'Etat et la ville de Paris réalisent sur les impôts indirects et les octrois. La foule des étrangers qu'attirent les expositions universelles a pour conséquence directe l'accroissement de la consommation et une plus-value sur les recettes des contributions indirectes (1).

Ce n'est pas d'ailleurs là le seul bénéfice que l'Etat retire des expositions, et malgré les frais énormes que comportent ces fêtes, il est à remarquer que la perte qui en résulte pour lui n'est qu'apparente ; que pour mieux dire l'Etat ne fait qu'une avance de fonds qui lui est remboursée sous mille formes par les millions d'individus que ces fêtes mettent en mouvement.

(1)

Impôts directs.

1854 :	847.260.000	francs
1855 :	950.879.000	—
1866 :	1.282.300.000	—
1867 :	1.252.200.000	—
1877 :	1.045.751.000	—
1878 :	1.084.097.200	—
1888 :	1.087.497.800	—
1889 :	1.093.666.400	—

Considérons, en effet, ce qui se passe pour les Compagnies de chemin de fer.

L'augmentation de recettes qu'elles réalisent constitue pour l'Etat un véritable bénéfice.

C'est ainsi qu'en 1867, la garantie d'intérêt servie par l'Etat, fut inférieure de 6 millions à la somme qui avait été demandée l'année précédente. Cette même année là le seul impôt de la grande vitesse était en augmentation de 9.500.000 francs.

Quant à la ville de Paris elle recouvre largement par son octroi les subventions qu'elle alloue au budget des expositions

Le tableau ci-dessous en fait foi (1).

La Banque de France elle aussi profite des expositions ; après chacune de ces solennités, on remarque un accroissement de son encaisse or ; c'est ce que constate le compte-rendu des opérations de la Banque de 1889 : « Cette augmentation de notre en caisse or, y est-il dit, a eu pour causes principales l'état des changes qui nous ont été favorables pendant l'année ; elle a coïncidé avec le

(1) *Octroi de Paris* (augmentation).

1855	1.955.252	francs.
1867	4.068.970	—
1878	6.784.329	—
1889	19.000.000	—

En 1889 le produit de l'octroi de Paris a été de cinq millions, supérieur aux produits de tous les octrois de province réunis.

succès de notre exposition et l'affluence des voyageurs qu'elle nous a amenés de tous les pays. Depuis le mois d'avril jusqu'au mois d'août nous avons eu à enregistrer des entrées d'or considérables.... on retrouve la trace du grand fait économique de 1889, l'exposition universelle, dans plusieurs des parties du présent compte-rendu. » Le chiffre d'affaires de la Banque augmente aussi généralement dans des proportions considérables (1).

Ces trois compartiments, chemins de fer, impôts indirects, banque de France ressentent donc réellement une influence bienfaisante des expositions universelles. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cela soit subordonné à la réussite financière des expositions. 1900, qui sans avoir laissé un déficit considérable n'a cepen-

(1) Le 31 décembre 1888, l'encaisse Or de la Banque de France était de 2.234.000.000 francs, le 31 décembre 1889 elle était de 2.503.900.000 francs.

Le chiffre des opérations de 1889 fût de près de 800 millions supérieur à celui de 1888.

L'assemblée des actionnaires qui a lieu le 31 janvier 1901 affirme encore cette impulsion favorable que donnent les expositions aux affaires de la Banque de France. Le compte-rendu nous donne en effets les renseignements suivants :

« Les affaires ont été fort actives pendant les premiers mois de l'exercice 1900 puis se sont progressivement ralenties.

Néanmoins la masse des opérations de la Banque s'est élevée à 18.663 millions en augmentation de 830 millions sur l'année précédente. Toutes les branches ont contribué à cet accroissement.

L'encaisse or a progressé beaucoup. Elle a gagné 416 millions de métal du 1^{er} janvier au 31 décembre.

dant pas constitué ce qu'on est convenu d'appeler un succès financier, a pourtant donné à ces trois points de vue des résultats très satisfaisants.

En octobre dernier, en effet, quelques jours avant la fermeture de l'exposition, on estimait déjà que l'encaisse or de la Banque de France s'était accru de plus de 300 millions ; les recettes des chemins de fer étaient en accroissement de plus de 70 millions ; les impôts indirects avaient déjà donné une plus-value de 87 millions par rapport aux prévisions budgétaires qui avaient cependant été majorées de 20 millions, et une augmentation de 65 millions par rapport aux recettes de la période correspondante de 1899.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES INTERNATIONALES AU POINT DE VUE SOCIAL.

LES EXPOSITIONS DANS LEURS RAPPORTS AVEC :

A. *L'instruction et l'éducation de la population.*

B. *L'augmentation de la criminalité.*

C. *La dépopulation des campagnes.*

Nous venons d'étudier les expositions universelles internationales au point de vue économique, examinons-les maintenant au point de vue social.

A. *L'instruction et l'éducation de la population.*

Le principal effet qu'on leur attribue, c'est de rendre de grands services à l'éducation et à l'instruction générale de la population. Nous ne contesterons pas un instant qu'elles ne servent utilement à développer les connaissances générales de ceux qui sont appelés à les

visiter, c'est là évidemment un grand bienfait ; mais ce qui nous préoccupe surtout, c'est de savoir si elles remplissent aussi utilement leur rôle en ce qui concerne l'instruction professionnelle des industriels et des ouvriers. C'est à eux, en effet, que sont destinées les expositions universelles, c'est pour eux que l'on réunit toutes les nouvelles découvertes de l'industrie ; c'est pour qu'ils en tirent enseignement et profit. « Les splendeurs de l'art et de l'industrie moderne ne se bornent pas à éblouir les regards des visiteurs, elles appellent l'étude ; elles sollicitent les comparaisons ; elles répandent dans le monde du travail des germes de progrès, elles engendrent de fructueux efforts pour perfectionner les moyens de produire.

« C'est ainsi que l'exposition de 1889 se survivra à elle-même, elle portera d'autres fruits non moins précieux ; en vulgarisant les dernières conquêtes de la mécanique industrielle, les progrès les plus propres à garantir la sécurité de l'ouvrier et de la salubrité de l'atelier, en appelant l'attention sur les méthodes comparées d'instruction dans tous les pays, de l'enseignement professionnel surtout inséparable de la liberté du travail (1) ».

Les expositions universelles internationales constituent

(1) Discours de M. Carnot, distribution des récompenses, 29 septembre 1889.

bien une excellente leçon de choses, en ce sens qu'elles permettent de voir, dans un espace relativement restreint, un nombre considérable d'objets, de machines venant de toutes les parties du monde et qu'il est ainsi facile d'établir des comparaisons instructives.

Mais si cette réunion des produits et des machines peut en favoriser l'étude, leur quantité et surtout le nombre considérable des visiteurs sont un obstacle permanent à ce que cette étude soit profitable. « Le vice des expositions embrassant toutes les industries, c'est d'offrir un trop grand assemblage. En présence d'une diversité infinie, quelque bonne classification qu'on adopte, le visiteur voit mal et retient difficilement. Il faudrait pouvoir, dès l'ouverture de l'exposition, fournir des catalogues et des guides remplis de renseignements utiles et exacts, des leçons et des démonstrations faites par des hommes instruits dans chaque genre d'industrie et connaissant parfaitement les objets exposés.

Il faudrait enfin assurer à chacun le loisir de visiter l'exposition dans toutes ses parties, sans être entraîné par un tourbillon de curieux, qui rend l'étude presque impossible. Il arrive en effet, que ceux qui viennent pour s'instruire, au milieu de l'affluence de visiteurs, que provoquent ces solennités temporaires, peuvent à peine

trouver chaque jour deux heures pendant lesquelles un examen attentif soit possible (1).»

Chaque peuple d'ailleurs veut faire non seulement connaître ce qu'il excelle à produire, mais même ses industries les plus modestes, et jamais en aussi peu de temps on ne saurait observer les faits innombrables, momentanément offerts à la méditation. C'est tout au plus si l'on pourrait parvenir à se reconnaître dans cette immense réunion d'objets instructifs, le jour où on a le regret de les voir se disperser . »

Ces obstacles n'ont pas diminué, tant s'en faut, il en est même surgi un autre, provenant des espaces considérables qu'il faut parfois parcourir.

Le caractère temporaire des expositions contribue d'ailleurs à les accentuer. C'est ce qui avait fait désirer à Le Play (2) que les expositions deviennent permanentes. La permanence en effet, et c'est là un des mérites, ne satisfait pas la curiosité stérile et inquiète qui ne veut plus de ce qui est bien et demande autre chose pour le plaisir de changer, mais elle n'exclut pas l'attraction de la nouveauté légitime qui respecte les améliorations acquises. Tout en donnant plus d'efficacité à l'enseignement, la permanence permettrait de

(1) LE PLAY. — *Avenir des expositions.*

(2) LE PLAY. — *Le caractère temporaire des expositions.*

compenser plus facilement les charges d'établissement.

Nous verrons dans la troisième partie comment Le Play concevait les expositions universelles permanentes.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements et les patrons eux-mêmes n'ont pas négligé de se servir des expositions comme d'un moyen de perfectionnement. Ainsi en 1851, lors du vote de crédit de 650.000 francs mis à la disposition du ministre du commerce, l'assemblée nationale avait décidé qu'une somme de 50.000 francs serait prélevée sur le crédit pour l'envoi d'ouvriers et de contre-maitres à l'exposition de Londres (1).

Cet exemple fut suivi par le département de la Seine et la chambre de commerce de Paris, qui de leur côté ouvrirent un crédit total de 30.000 francs pour le même objet. L'exposition put ainsi être étudiée sur place par 296 contre-maitres et ouvriers, dont 114 consignèrent les résultats de leurs observations dans des rapports au ministre du Commerce.

En 1889, M. Whitehead, lord-maire de Londres, avait pris à sa charge d'envoyer pendant 15 jours, 75 ouvriers à l'exposition (2).

(1) En 1867, 67,082 ouvriers ont occupé les logements de la commission d'encouragement. 27,115 français et 39,967 étrangers.

(2) Reports of artisan selected by the Mansion House Committee to visit the Paris universal exhibition (Londres, 1889).

Aujourd'hui, le plus souvent, ce sont les patrons eux-mêmes qui prennent l'initiative d'envoyer aux expositions leurs meilleurs ouvriers (1).

Il ne faut pas s'exagérer l'influence de ces voyages au point de vue social, ces ouvriers restent généralement trop peu de temps pour pouvoir étudier nos mœurs et se familiariser avec nous. Toutefois on trouve dans les rapports qui ont été dressés par les ouvriers anglais venus à l'exposition de Paris en 1889, des remarques parfois instructives, comme celle-ci, relevée dans le rapport du délégué-maçon : « Si les ouvriers français employaient, à s'organiser dans les différents métiers, une faible partie de la vigueur, de la détermination, de l'enthousiasme qu'ils sont capables de dépenser en politique ; ils auraient obtenu par eux-mêmes et pour eux-mêmes tout ou une grande partie du moins de ce qu'ils réclament à l'Etat de faire pour eux. »

C'est surtout au point de vue des connaissances de métier que ces voyages sont utiles.

Au retour, les délégués répandent autour d'eux les germes qu'ils ont rapportés de leurs voyages, ils font de nombreux élèves et le niveau moyen des ateliers s'en trouve par suite relevé.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les ouvriers ensei-

(1) Le gouvernement fait d'ailleurs délivrer des entrées gratuites.

gnent à leurs camarades avec beaucoup de profit, ils accompagnent leurs explications théoriques d'une foule de détails pratiques qui en rendent à ceux-ci l'intelligence plus facile.

M. Jay citait, à ce propos, dans son cours de législation industrielle, l'exemple d'une école de filature créée à Oldham (Angleterre), par des ouvriers ; ceux-ci y font des cours sur les parties qu'ils connaissent le mieux et publient une revue à laquelle sont abonnés les patrons eux-mêmes.

Les rapports témoignent d'ailleurs des efforts consciencieux qu'apportent les délégués à remplir la tâche qui leur est confiée.

Les expositions ne sont donc pas inutiles au point de vue qui nous occupe, mais il est permis de se demander si on n'obtiendrait pas, par d'autres moyens, et avec de moindres frais surtout, des résultats meilleurs. C'est ce à quoi pensait le commissaire général de l'exposition de 1867, quand il proposait la création de musées généraux et commerciaux.

B. Augmentation de la criminalité.

On attribuait autrefois aux expositions l'avantage de réunir en un même endroit des hommes de tous les pays : « voués à l'étude ou engagés dans le maniement des affaires ». Ce n'est malheureusement pas là, en général, leur seul résultat.

En dehors de ceux-ci, elles attirent généralement une quantité d'individus en quête de gagner leur vie et qui, faute de mieux, viennent souvent se joindre aux malfaiteurs que contient la capitale en temps ordinaire. Cette invasion dangereuse a même pris après 1900 des proportions inquiétantes. Le conseil municipal de Paris s'en est ému et a demandé à notre Préfet de police, de veiller avec une énergie toute particulière à la sécurité des Parisiens.

La réponse de M. Lépine est intéressante, elle confirme ce que nous disions tout à l'heure, et surtout elle nous donne des chiffres. Nous allons en citer les points principaux : « Il n'y a pas à se le dissimuler, l'Exposition nous a malheureusement laissé une énorme quantité d'individus venus des quatre coins de la France

et de l'Europe. Maintenant, ils n'ont plus aucun moyen d'existence avouable.....

« Ce sont les résidus des foules formidables accourues aux grandioses fêtes de Paris. Parmi ces parias, les uns ne sont que de pauvres miséreux, de pitoyables vagabonds, mais il y a les autres !... et les autres le plus souvent sont des bandits, des cambrioleurs et des voleurs où ce qui est pire encore !... des souteneurs. De ceux-là, il faut à tout prix purger Paris, c'est l'œuvre à laquelle je travaille. »

Il faut même le dire, les malfaiteurs les plus dangereux sont souvent des étrangers, les faits divers des journaux nous le révèlent tous les jours. Ils profitent de ces moments où la police est accaparée par la surveillance que nécessitent les expositions (dès le commencement des travaux jusqu'à leur complète démolition) pour venir exercer leur fructueuse industrie.

Ce qui prouve à quel point le mal est grave, ce sont les chiffres que donne M. Lépine : « Depuis, dit-il, que j'ai ordonné les rafles que vous connaissez, on arrête en moyenne 420 rôdeurs par jour. Evidemment, et il faut s'en féliciter ! ce ne sont pas tous des criminels. Mais, dans le nombre il s'en trouve ; il s'en trouve de véritables, à telle enseigne que, depuis huit jours, les tribu-

naux ont prononcé 200 condamnations sévères et à l'heure présente 300 autres inculpés se trouvent sous mandat de dépôt.

« Cette année dans les trois premiers mois seulement, la police parisienne a opéré pour tous les délits réunis plus de 10.000 arrestations ! A l'heure actuelle il est facile de prévoir le total général de l'année ; il ne sera pas inférieur à 130.000 individus. Plusieurs dans le nombre, récidivistes avérés, ont été relégués. »

Ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que cet accroissement de la criminalité ne se manifeste pas seulement chez les adultes et chez les individus ayant passé 25 ans, mais aussi chez les mineurs de 16 ans et moins. Il résulte, en effet, d'une étude de M. Albanel « sur les causes de la progression de la criminalité chez les enfants », où il ne s'occupe que des mineurs de 16 ans, qu'en 1889 pour un chiffre d'arrestations à peu près semblable à celui de 1885, il y aurait eu un nombre de renvois devant le tribunal beaucoup plus considérable.

En 1885, en effet sur 2.093 mineurs arrêtés 855 seulement soit 40,85 % avaient été renvoyés devant le tribunal ; en 1889 au contraire sur 2.060 arrêtés il y a eu 1.016 renvois devant le tribunal, c'est-à-dire près de 49 %.

Les expositions paraissent donc avoir de fâcheux résul-

tats sur l'accroissement de la criminalité. Notre sécurité en effet n'est pas seule en jeu et puisque la contagion gagne les couches les plus jeunes de notre population, nous pouvons craindre qu'elles ne compromettent gravement la moralité du pays.

C. Dépopulation des campagnes.

L'accroissement de la criminalité n'est passans remède ; les tribunaux peuvent appliquer à nos nationaux des peines sévères ; il est toujours possible d'expulser les malfaiteurs étrangers ou de les mettre dans l'impossibilité de nuire. Mais il est un mal, que les expositions ont contribué à aggraver et contre lequel tous les remèdes paraissent avoir échoué. Nous voulons parler de la dépopulation des campagnes.

Depuis de longues années l'émigration vers les villes a commencé (1). Il ressort en effet d'un travail de M. Emile Chevallier (2), que la population rurale, qui en 1846 représentait les $\frac{3}{4}$ de la population, n'était plus en 1886 que des $\frac{2}{3}$ (3).

(1) Dans l'intervalle des deux recensements de 1876 et 1881, pendant que la population totale gagnait 766.260 habitants, les 28 villes au-dessus de 50.000 habitants en gagnaient 501.239, ne laissant pour le reste de la France qu'un accroissement de 265.071 habitants.

(2) Concours Rossi, 1886.

(3) Voilà la progression que nous donne M. Chevallier de 1846 à 1881 :

De 1851 à 1881 au contraire la population du département de la Seine avait passé de 1.422.000 à 2.799.329.

Eh bien ! les expositions exercent sur les habitants des campagnes une attraction qui accentue encore cette émigration.

« C'est surtout en effet, dit M. Leroy-Beaulieu, l'ivresse que ces foires communiquent aux provinciaux et aux paysans, notamment à ceux encore enfants ou jeunes, qui est le plus pernicieux effet de ces féeries. On trouble l'imagination d'un grand nombre, et dans un temps où l'on se plaint de l'abandon des campagnes et de la diminution des petites villes, c'est un singulier remède que d'attirer des centaines de mille ou même des millions de personnes dans la capitale spécialement et temporairement parée, pour troubler les têtes (1). »

Ce n'est d'ailleurs pas là leur seul effet que d'augmen-

	Population urbaine o/o	Population rurale o/o
1846	24,42	75,58
1851	25,52	74,48
1856	27,31	72,69
1861	28,86	71,14
1866	30,46	69,54
1872	31,12	68,88
1876	32,44	67,56
1881	34,80	65,20

(1) Paul LEROY-BEAULIEU. — *Economiste Français* 11 janvier 1896.

ter dans des proportions anormales, la population déjà trop considérable de Paris ; ces grandes fêtes portent à chaque fois, au commerce de la province un coup plus terrible. Celui-ci non seulement est privé de ses débouchés naturels, par ce fait que les articles parisiens présentés avec plus d'art exercent sur les provinciaux une tentation plus grande et les poussent ainsi à se fournir hors de chez eux, mais aussi parce que les provinciaux après être venus jeter sur le pavé de Paris leurs économies, reviennent vivre de privations dans leur province.

« Que de bons bourgeois, dit M. Claudio-Janet, reviennent par le train de plaisir dans leur ville natale, avec la conscience chargée et la bourse vide ! quels resserrements des dépenses productives dans maints ménages l'hiver prochain après la folle dépense de l'été ! »

Et nous ne tenons pas compte ici de ceux qui ne reviennent pas ; cet abandon des campagnes compromet l'équilibre du pays, et ruine notre agriculture.

La population de nos campagnes en effet, prend dans les villes l'habitude de la vie facile et le goût du luxe ; elle ne sait plus ensuite se plier à la dure vie des champs.

C'est ce que disait M. Léon Say au Congrès international d'agriculture de 1889, en parlant du crédit agri-

cole : « Toutes ces réformes de détail ne sauveront pas l'agriculture, elles la soutiendront seulement.

« Ce qui seul peut la sauver, c'est un changement dans les mœurs. »

Il touchait du doigt la véritable plaie !

TROISIÈME PARTIE

L'exposition perpétuelle de Proudhon.

Les musées généraux et commerciaux de Le Play.

Avant de conclure, nous voudrions parler de deux institutions que l'on a proposés d'introduire chez nous pour remplacer les expositions universelles internationales.

L'exposition perpétuelle de Proudhon.

La première en date est un projet de Proudhon. En 1855, Napoléon III ayant manifesté le désir de faire servir le Palais de l'industrie à quelque fondation d'utilité publique, le prince Napoléon demanda à Proudhon de lui présenter une proposition pour cet objet.

Le célèbre publiciste développa alors son idée *d'exposition perpétuelle*. Frappé par le caractère théâtral et

stérile de l'exposition qui venait d'avoir lieu, Proudhon demandait qu'on abandonnât les expositions temporaires. Il voulait une exposition permanente, qui, constituée à un point de vue positif, réaliste et pratique, facilitât l'échange des produits, rendît leur circulation pleine et régulière et permit leur consommation à juste prix. Il voulait en faire un instrument qui facilitât les transactions et émancipât l'ouvrier en augmentant la demande de travail et le niveau des salaires. Elle devait même par la suite amener l'équilibre des valeurs.

Il nous apprend d'ailleurs lui-même sa forme et son but : « Cette exposition constituée comme une société capitaliste serait au commerce, à l'agriculture et à l'industrie ce que la Banque de France devrait être et n'a pu devenir pour le crédit commercial, et le crédit foncier pour l'agriculture. » L'Etat devait garantir aux actions un intérêt de 4 %.

En fait, Proudhon revient ici à la banque d'échange qu'il a tenté de réaliser en 1848. Il voit dans le Palais de l'Industrie un excellent magasin pour la consignation et la vente des produits.

Sa confiance est telle dans la vitalité de l'institution qu'il propose qu'il voit déjà la société de l'exposition perpétuelle faisant la tache d'huile et accaparant bientôt le commerce de la France et du monde entier.

Pour arriver à ce but, la société ferait la banque en même temps que le commerce, elle émettrait en représentation des marchandises emmagasinées des « bons généraux d'échange ». Ceux-ci donneraient droit à prendre dans les magasins une valeur égale en marchandises.

Proudhon espérait que cette espèce de monnaie dont les coupures seraient de 10, 20, 50, et 100 francs arriverait à « remplacer le métal et que le franc, au lieu de représenter cinq grammes d'argent, finirait par n'être plus que l'expression de cette unité ou fraction d'unité qu'il appelait la *journée moyenne de travail* ».

Les effets de cette société sur le commerce devaient être bien autrement puissants que ceux qu'exercent sur lui les expositions universelles temporaires.

La société, en effet, devait être maîtresse des prix, elle pourrait ainsi compenser le délaissement d'une marchandise au profit d'une autre et assurer les commerçants, qui feraient avec elle des marchés à longs termes contre la hausse et la baisse.

Les résultats devaient être ceux-ci : diminution des frais de circulation et d'échange qui doit amener la diminution générale du prix des produits et par suite la vie à bon marché ; l'accroissement de la consommation et du bien-être ; une circulation active et régulière.

Cette augmentation de la consommation devait activer la production, augmenter la demande de travail, faire cesser le chômage et élever le taux des salaires.

Ce n'est pas tout, la société mettant les producteurs et les consommateurs en contact les uns avec les autres, supprimerait les intermédiaires.

Proudhon allait plus loin, il voyait dans son institution le moyen de guérir trois plaies sociales : la contrefaçon, la concurrence subversive et l'agiotage financier. Dans le dernier état de son développement, elle devait aussi amener la disparition de la douane.

Comment, en effet, tout cela pourrait-il subsister puisque la société serait la maîtresse absolue du marché?

L'institution de Proudhon ne fonctionna d'ailleurs jamais. Malgré l'enthousiasme avec lequel il en parlait, il était, en effet, permis d'avoir des doutes sur sa réussite.

Le projet de Le Play

Sans avoir en vue des destinées aussi brillantes, avait cependant le mérite de faire la place du commerce et celle de l'étude. Tandis que Proudhon voulait remplacer les expositions universelles par une société commerciale que l'Etat subventionnerait, Le Play demandait la création de musées généraux et de musées commerciaux.

Ce mot de musée prouve abondamment qu'il ne devait y avoir là aucune entreprise commerciale. Les musées commerciaux devaient bien, comme nous le verrons tout à l'heure, servir à aboucher les commerçants les uns avec les autres, mais ils ne devaient faire aucun acte de commerce pour eux-mêmes, comme la société de l'exposition perpétuelle de Proudhon.

Nous allons voir comment Le Play concevait l'installation de ces deux institutions destinées à remplacer les expositions universelles.

Les musées généraux spécialement consacrés à l'éducation et à l'instruction de la population, devaient avoir à leur disposition un grand emplacement.

Pour que leur établissement ne revienne pas à un prix trop élevé, on devait les établir dans la banlieue d'une grande ville ; on trouverait à cela d'ailleurs un autre avantage qui n'était pas le moins précieux, les curieux seraient moins nombreux et permettraient aux hommes d'étude d'examiner avec plus de fruit les collections que l'on mettrait sous leurs yeux (1).

Les musées généraux devaient comprendre « tout ce qu'il y a intérêt pour les producteurs à exposer et pour les visiteurs à connaître ».

Les objets exposés auraient été divisés en quatre catégories : 1^o produits commerciaux qui sont l'objet de transactions internationales ; cette catégorie constituerait comme un musée d'échantillons ; elle ne devait donc comprendre que des matières qui étaient l'objet d'un commerce courant ; 2^o les plantes et animaux à exposer dans l'intérêt de la science et de l'acclimatation ; 3^o manifestations destinées à faire connaître les travaux des arts usuels, la culture des arts libéraux et les habitudes de la vie sociale. La quatrième catégorie devait être constituée par des

(1) Les Anglais en 1851, transportèrent à Sydenham le Palais de cristal qui avait figuré à l'exposition de Londres en 1851 et le transformèrent en un musée.

Plus tard en 1862 le Palais qui avait figuré à l'exposition fut encore transformé en musée ethnographique (Parc Alexandra).

expositions spéciales annuelles destinées à stimuler l'ardeur des producteurs.

Voilà pour l'étude ; pour faciliter les relations commerciales, ces musées généraux devaient être doublés par des musées commerciaux. Leur dénomination n'indique pas tout ce qu'ils devaient être ; ils devaient bien contenir en effet : 1° une exposition de géographie permanente ; 2° des expositions temporaires, mais aussi et surtout « des cercles nationaux » qui étaient la base de l'institution. Il s'agissait là de cercles ouverts dans les grandes villes et où les commerçants pourraient se réunir et s'entretenir d'affaires.

Le Play n'avait donc rien abandonné au hasard ; il va sans dire que musées généraux et commerciaux étaient tous deux permanents.

Nous avons vu tout à l'heure les inconvénients que donnait aux expositions universelles leur caractère temporaire ; avec la permanence tout cela disparaît, les frais d'établissement sont facilement couverts, la publicité et l'enseignement deviennent plus efficaces.

Telle était l'économie de cette institution qui comme celle de Proudhon resta toujours à l'état de projet. Depuis cette époque, la seule proposition touchant la modification des expositions universelles internationales que nous connaissions, c'est celle de M. Ernest Brelay. Dans

un article intitulé : « L'exposition de 1900, ce qu'elle ne devra pas être, ce qu'elle devrait être » (1), cet auteur refuse à l'Etat comme à la Ville, le droit de prendre part aux expositions universelles.

« L'un et l'autre, dit-il, sont obérés, n'ont aucune ressource propre et ont un déficit budgétaire croissant tenant à leur immixtion incessante dans des domaines qui ne sont pas les leurs. Il leur est donc interdit de courir des risques quelconques, et ils doivent laisser à l'initiative privée tout ce qui se rattache plus ou moins à la spéculation. »

Son projet comprend donc une exposition devant durer cinq ans, entreprise par une compagnie dont les administrateurs seront doublés par des représentants de l'Etat. Celui-ci concédera gratuitement le terrain. La compagnie pourra même exproprier pour cause d'utilité publique et accroître les terrains acquis pendant la durée de la concession. L'Etat à l'échéance sera propriétaire du tout qu'il pourra réadjudger ou se faire remettre en l'état. La compagnie fixera le taux de l'intérêt qu'elle servira à ses actionnaires. Voilà pour la forme.

Quant au fonctionnement, ce sera celui d'une grande

(1) *Revue économique de Bordeaux*, 1^{er} septembre 1893.

maison de commerce. « Le trafic en effet sera l'objet essentiel et permanent de l'exposition. » Les marchandises amenées à l'exposition même par chemin de fer, y entreront franchises de tout droit. A leur entrée leur prix de vente sera marqué en chiffres connus et porté en même temps sur des registres spéciaux. Le producteur sera tenu d'accepter de tout acheteur le prix marqué et de livrer la marchandise après un délai suffisant pour faire venir celle qui la remplacera.

« On voit par ce qui précède, dit lui-même M. Brelay, que l'exposition sera un entrepôt, un bazar donnant lieu à un continuel mouvement d'entrées et de sorties ; il en devra résulter un commerce considérable, une compétition où les plus intelligents, les plus capables auront toutes les chances possibles de succès contre les arriérés et les routiniers ; » et il termine en disant : « l'exposition sera la plus grande maison de commerce du globe. »

Ce projet ressemble en tous points à celui de Proudhon : au fond d'ailleurs le but de « l'exposition perpétuelle » et des « docks de Paris ou de la France » (1) est le même. Il s'agit d'abaisser les barrières douanières. M. Brelay considère en effet qu'une exposition sous le régime des tarifs de 1892 est un leurre.

(1) C'est le nom que M. Brelay lui-même propose pour son institution.

Toutefois cette dernière institution que nous venons d'étudier devait comprendre deux autres sections destinées à rendre de grands services : 1° une section d'économie sociale ; 2° pour les ouvriers, une section organisée sur le type correct et scientifique des bourses de travail que préconise M. de Molinari. Les offres et demandes de travail pourraient s'y produire utilement grâce à la présence d'un nombre considérable d'industriels.

Quant au fonctionnement il serait assuré par un léger prélèvement sur les parties intéressées.

CONCLUSION

Après avoir étudié successivement les effets des expositions universelles internationales au point de vue économique et social, après avoir vu les nombreux et graves inconvénients qu'elles présentent, nous sommes nettement partisan de leur abandon.

Proposerons-nous de les remplacer par une des trois institutions dont nous venons d'examiner les projets ?

Non ! la forme exclusivement commerciale nuirait certainement aux expositions universelles en les faisant dévier de leur but. L'exemple de l'Exposition de New-York en 1853, le prouve bien. (1)

Quant au projet de Le Play, il nous agréerait complètement puisqu'il fait la part du commerce et celle de l'étude. Mais depuis 1867, un grand nombre d'institutions visant le même but que les musées généraux et

(1) Cette exposition devenue une pure affaire de spéculation tomba entre les mains du célèbre Philéas Barnum.

commerciaux ont été créées et développées sous des noms différents et les rendraient inutiles.

Les musées généraux qui dans son idée étaient destinés à faciliter l'étude se retrouvent chez nous sous la forme des nombreux musées qu'entretiennent au prix de grands sacrifices, l'Etat et certaines villes.

Ceux-ci n'ont-ils pas, en effet, l'avantage de la permanence et d'une classification parfaite ? N'ont-ils pas en plus celui de la gratuité et d'une spécialisation qui permet à chacun de diriger ses recherches suivant ses besoins, ses désirs et son goût personnel ?

Quant aux musées commerciaux, les chambres de commerce ont suppléé à leur absence par bien d'autres moyens. Elles ont réuni, en effet, de riches collections grâce auxquelles les commerçants peuvent s'instruire ; elles ont également fondé des offices de renseignements chargés de faciliter le mouvement des affaires.

Resterait la question de publicité.

Ici on pourrait maintenir les expositions spéciales qui formaient la quatrième catégorie des musées commerciaux en y apportant cependant deux modifications : 1° elles ne seraient ouvertes que pour les objets qui ne pourraient trouver place dans les musées (machines en mouvement, etc...) ; 2° dans ces expositions le jury de récompenses serait remplacé par un jury d'étude comme

le concevait le prince Jérôme Napoléon ; jury qui ferait des observations et émettrait des vœux.

Les inventions les plus originales, les produits les plus remarquables seraient signalés à l'attention du public par les rapports des jurés.

L'Etat pourrait même à la rigueur acheter les modèles les plus perfectionnés et les mettre en usage dans ses nombreuses écoles professionnelles. Il y aurait là, nous semble-t-il, une publicité très suffisante et surtout fort utile puisque pour la plupart les élèves de ces écoles sont destinés à devenir plus tard industriels, commerçants, etc..., et à mettre en usage les machines et les produits dont ils auront constaté les avantages.

Ce qui est bien certain, c'est que les expositions universelles internationales dans l'état actuel de leur développement sont devenues des manifestations peu utiles, très dispendieuses et même parfois nuisibles. C'est d'ailleurs ce que disait, il y a déjà longtemps, M. de Bismarck.

Il y aurait cependant un moyen de concilier les adversaires et les partisans des expositions universelles internationales, ce serait de suivre, cette fois encore, l'exemple qui nous vient d'Angleterre et de ramener les expositions dans le cadre dont elles n'auraient jamais dû sortir.

Cet exemple de sagesse nous est donné par la ville de Glasgow ; celle-ci vient d'inaugurer en effet, une expo-

sition qui, tout en étant internationale et universelle, offre cependant un spectacle tellement contraire à l'idée nous faisons généralement des expositions, qu'elle a frappé d'étonnement tous ceux qui l'ont vue.

Voici d'ailleurs les propres paroles de M. Stéphane Lausanne qui a assisté à son inauguration : « Lorsque la nouvelle se répandit dans le Royaume-Uni, que la ville de Glasgow allait faire son petit Paris et se payer, elle aussi, une exposition internationale universelle, il y eut des gens sincèrement étonnés parce que, dame ! elle n'a jamais eu la réputation d'être très attrayante ni très folâtre, cette bonne ville de Glasgow.

« Avec ses rues noirâtres sur lesquelles quinze cents cheminées d'usines vomissent chaque matin des torrents de fumée ; avec ses innombrables tramways, charrettes et tombereaux dont le vacarme assourdissant peut lutter avec celui du tonnerre ; avec la moitié de sa population féminine se promenant nu-tête et la moitié de sa population enfantine se promenant nu-pieds dans les rues, avec ses constructions massives et sévères, cela peut être la patrie du commerce, mais ce n'est celle ni de l'élégance ni du plaisir. Et c'est pourquoi je me suis empressé d'aller la voir, parce que je me suis dit qu'il n'y aurait rien de plus drôle qu'une exposition universelle dans une ville si peu drôle.

« Or, je neme suis pas trompé et j'ai vu une exposition pas banale, une exposition ne contenant que des inventions commerciales et des produits industriels, une exposition instructive depuis son premier mètre jusqu'à son dernier, une exposition prête à temps, une exposition qui fera de l'argent, enfin, quoi ? une exposition tout à fait baroque et comme on n'en fait plus.

« Non, mais croiriez-vous qu'il n'y a pas le moindre théâtre, pas le plus petit guignol, pas la plus légère maison renversée, pas la plus étroite scène pour corps de ballet, rien que des machines, toujours des machines rien que des produits, toujours des produits ! » (*Le Matin.*)

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
A. DESCHAMPS.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DES EXPOSITIONS UNIVERSELLES INTERNATIONALES

CHAPITRE I. — Les foires ont-elles été le point de départ des Expositions ?.....	7
CHAPITRE II. — Développement considérable pris par les Expositions universelles.....	18
<i>A.</i> Nécessité d'un emplacement toujours plus vaste..	18
<i>B.</i> Augmentation croissante des dépenses.....	26
<i>C.</i> Les inconvénients qui en résultent.....	28

DEUXIÈME PARTIE

LES EFFETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES EXPOSITIONS UNIVER- SELLES INTERNATIONALES DANS L'ÉTAT ACTUEL DE LEUR DÉVE- LOPPEMENT.

CHAPITRE I. — Les expositions universelles envisagées dans leurs rapports avec les différentes branches de la vie économique.....	33
<i>A.</i> Douane.....	37
<i>B.</i> Commerce.....	43
<i>C.</i> Industrie.....	53

<i>D.</i> Travail (grèves, salaires).....	58
<i>E.</i> Industrie des transports.....	67
<i>F.</i> Impôts.....	73
CHAPITRE II. — Les Expositions dans leurs rapports avec :	
<i>A.</i> L'instruction et l'éducation de la population.....	77
<i>B.</i> L'augmentation de la criminalité.....	84
<i>C.</i> La dépopulation des campagnes.....	88

TROISIÈME PARTIE

L'EXPOSITION PERPÉTUELLE DE PROUDHON.....	93
LES MUSÉES GÉNÉRAUX ET COMMERCIAUX DE LE PLAY.....	97
CONCLUSION.....	103



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN
